



Assemblée nationale
Québec

journal des Débats

Quatrième session — 31^e Législature

Le mercredi 23 mai 1979

Vol. 21 — No 30

Président: M. Clément Richard

Le mercredi 23 mai 1979

(Quinze heures dix minutes)

Le Président: À l'ordre, mesdames et messieurs!

Un moment de recueillement.
Veuillez vous asseoir.

Affaires courantes-
Déclarations ministérielles.
Dépôt de documents.
M. le ministre des Communications.

DÉPÔT DE DOCUMENTS

Rapport du ministère des Communications

M. O'Neill: M. le Président, j'ai l'honneur de déposer devant cette Assemblée le rapport annuel du ministère des Communications pour l'année 1977/78.

Le Président: Rapport déposé.

Dépôt de rapports de commissions élues.
Dépôt de rapports du greffier en loi sur les projets de loi privés.
Présentation de projets de loi au nom du gouvernement.
M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Charron: M. le Président, je vous prierais d'appeler le projet de loi qui figure à l'article e) du feuillet, s'il vous plaît!

Projet de loi no 33

Première lecture

Le Président: M. le ministre des Affaires municipales propose la première lecture du projet de loi 33, Loi modifiant la Loi de la Commission municipale.

M. le ministre des Affaires municipales.

M. Guy Tardif

M. Tardif: M. le Président, le projet de loi 33 a pour objet de permettre au gouvernement, après consultation de la Commission municipale du Québec, lorsqu'il juge que l'expédition de ses affaires l'exige, de nommer tout membre additionnel pour le temps et aux conditions qu'il détermine. Il prévoit également qu'un membre additionnel de la commission et qu'un enquêteur désigné par le président seront investis des pouvoirs et de l'immunité d'un commissaire nommé en vertu de la Loi des commissions d'enquête.

Le Président: Merci. Est-ce que cette motion de première lecture sera adoptée?

Des voix: Adopté.

Le Président: Adopté.

Le Secrétaire adjoint: Première lecture de ce projet de loi.

Le Président: Deuxième lecture, prochaine séance ou séance subséquente.

M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Charron: Maintenant, celui qui figure à l'article f) du feuillet, M. le Président.

Projet de loi no 32

Première lecture

Le Président: M. le ministre des Affaires municipales propose la première lecture du projet de loi 32, Loi modifiant la Loi concernant certaines municipalités de l'Outaouais et du Haut-Saguenay.

M. le ministre des Affaires municipales.

M. Guy Tardif

M. Tardif: M. le Président, le projet de loi 32 modifie la Loi concernant certaines municipalités de l'Outaouais et du Haut-Saguenay de façon à faire disparaître l'obligation pour les villes de Jonquière et de Chicoutimi de tenir, le dernier dimanche du mois de mai 1979, une consultation de leurs électeurs sur la question du regroupement de ces deux villes pour former la ville de Saguenay. Ce projet de loi donne au Conseil métropolitain du Haut-Saguenay le pouvoir de décider si cette consultation doit avoir lieu et à quelle date.

Le Président: Merci, M. le ministre. Est-ce que cette motion de première lecture sera adoptée?

Des voix: Adopté.

Le Secrétaire adjoint: Première lecture de ce projet de loi.

Le Président: Deuxième lecture, prochaine séance ou séance subséquente.

Présentation de projets de loi au nom des députés.

Période de questions orales.

M. le chef de l'Opposition officielle.

QUESTIONS ORALES DES DÉPUTÉS

Influence de l'élection fédérale sur l'avenir du Québec

M. Ryan: M. le Président, il s'est tenu hier au Canada un scrutin fédéral de très grande importance dont les résultats ont déjà donné lieu à beaucoup d'interprétations. Étant donné l'intérêt

que le premier ministre avait manifesté pour ce scrutin, le conseil qu'il s'était permis de prodiguer aux Québécois quant aux préférences qu'ils pourraient exprimer à l'occasion du scrutin, le peu de cas que les Québécois ont semblé faire des conseils du premier ministre et des démarches et pas de plusieurs de ses collègues et amis dans différentes parties du Québec, je voudrais adresser au premier ministre la question suivante, à la suite des résultats du scrutin. C'est une question à plusieurs volets. D'abord, comme la volonté des Québécois de continuer d'appuyer des partis qui préconisent le maintien du lien fédéral s'est affirmée avec beaucoup de force, est-ce que cette expression d'opinion réitérée est de nature à exercer quelque influence sur la politique constitutionnelle du gouvernement, laquelle semble être manifestement contraire ou, en tout cas, très très différente de ce qu'est la volonté des Québécois? Deuxièmement, comme le premier ministre s'était imposé, après son intervention plutôt malheureuse du début, une consigne du silence, nous a-t-il dit l'autre jour, jusqu'au 22 mai inclusivement, est-ce que maintenant qu'il est éclairé sur les résultats du scrutin, il serait plus en mesure de nous fournir les précisions quant à la date à laquelle auront lieu les élections complémentaires dans les circonscriptions vacantes ou susceptibles de le devenir bientôt et quant à la date et à la question du référendum sur l'avenir constitutionnel du Québec?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Lévesque (Taillon): M. le Président, si le chef de l'Opposition n'y voit pas d'objection, je répondrais d'abord à son préambule qui était assez long, parce que j'ai remarqué que cette façon de traiter l'événement par ses à-côtés, c'était la manière de se consoler chez nos amis d'en face hier soir. Moi, j'ai attendu à aujourd'hui. La seule suggestion que je me sois permise au tout début de cette campagne électorale et qui englobait spécifiquement non seulement des créditistes, mais aussi des conservateurs et également des libéraux — c'est facile à vérifier — c'était de penser à voter, si possible, pour quelque candidat qui s'attacherait d'abord et avant tout à la défense des intérêts du Québec à Ottawa. Je n'avais pas pensé qu'ils seraient possiblement 75 dans ce cas aujourd'hui, mais enfin, c'est arrivé comme cela. J'ai également dit — et c'est le seul endossement personnalisé, si on veut, que j'ai risqué — que M. Fabien Roy pouvait être de ces candidats; je l'espère encore et je continue de le croire. D'avoir réussi à sauver son parti de l'extinction qu'on lui promettait il y a deux mois, il me semble que cela mérite mieux que les propos presque méprisants du chef de l'Opposition que j'ai entendus hier soir.

Quant au résultat de l'ensemble, parce que c'est cela qui est important, la chose évidente, c'est que dans deux sociétés des réflexes viscéraux se sont opposés. On peut dire qu'ils ont parlé très fort, probablement plus fort que jamais hier.

Dans une campagne qui était axée exclusivement d'un bout à l'autre sur la question du leadership, chaque peuple a clairement fait un choix qui était basé sur sa propre identité. Le reste du Canada a remis le pouvoir à un anglophone, comme cela devait fatalement arriver un de ces jours. Ici au Québec, le réflexe a été de soutenir le Québécois et d'autant plus massivement qu'on le sentait menacé. Pour moi — il me semble que tout esprit un peu lucide et qui n'est pas déformé par la partisanerie l'admettra — il s'est agi au Québec non pas d'un vote fédéraliste, mais d'un vote familial.

L'espèce d'isolement qui en découle, avec forcément un sentiment de rejet qu'on notait hier soir et ce matin, aura quand même son utilité s'il peut finir par finir de dissiper la vieille illusion et la vieille ambiguïté de ce qu'on a appelé le "French power".

Toute tentative, si sincère soit-elle, si brillante soit-elle, de bâtir quelque chose comme un pouvoir québécois hors du Québec a toujours été éphémère et toujours finalement vouée à l'échec. C'est d'autant plus vrai maintenant que le poids du Québec diminue. Il y avait 18 nouveaux comtés hier dont un seul était au Québec.

Ma conclusion préliminaire, M. le Président, — c'est une réponse au préambule du chef de l'Opposition qui a été assez long, on l'aura remarqué — que même les plus savants calculs ne changeront pas, c'est qu'il y a un seul pouvoir et un seul gouvernement, incomplets l'un et l'autre, jusqu'à nouvel ordre, qui puissent être à nous, Québécois, et à notre service de façon permanente, et c'est ici dans cette Chambre qu'on l'y trouve.

J'ajouterais, M. le Président, comme l'éditorial du Soleil d'aujourd'hui le fait très justement, que dans cette polarisation il y a quelque chose, évidemment, de déchirant. Il peut aussi se trouver le point de départ d'une discussion qui serait enfin directe et plus sensée entre deux peuples, le peuple anglophone et le peuple francophone, qui se partagent le Canada.
(15 h 20)

Maintenant, pour ce qui est de notre politique constitutionnelle, j'en donnerai un aperçu, si le chef de l'Opposition le permet, dans l'intervention que je dois faire tout à l'heure sur sa motion, désormais amendée, en ce qui concerne le leadership du Québec dans ce domaine. Et en ce qui concerne les partielles, j'annoncerai la date aussitôt que la décision sera prise. Je puis ajouter, c'est tout ce que je peux dire pour le moment, que la décision ne devrait pas tarder.

Le Président: M. le chef de l'Opposition.

M. Ryan: Il y a une couple de choses qui m'ont surpris dans ce que je viens d'entendre.

M. Lévesque (Bonaventure): Ah oui!

M. Lavoie: Après la latitude, écoutez, là!

Des voix: Question.

M. Levesque (Bonaventure): Ça va barder.

Le Président: M. le chef de l'Opposition, vous pouvez poursuivre.

M. Ryan: M. le premier ministre, si je l'ai bien entendu, aurait laissé entendre qu'au Québec on n'est pas assez fin pour donner autre chose à une élection fédérale qu'un vote familial, qu'on n'aurait pas assez d'intelligence et de raison pour... J'ai compris que le Québec avait donné un vote familial. J'aimerais que le premier ministre nous explique et nous dise clairement s'il pense que c'est tout ce dont sont capables les électeurs du Québec quand ils vont voter à une élection fédérale ou s'ils ne sont pas capables, comme n'importe quels autres électeurs à n'importe quel niveau de gouvernement, de poser des gestes réfléchis.

Le Président: M. le premier ministre.

M. Lévesque (Taillon): Je crois que le chef de l'Opposition déforme, en fonction de son style habituel — qui essaie toujours de trouver s'il n'y a pas moyen de fausser ou de déformer les perspectives des autres — ce que j'ai dit. Il n'y a rien de méprisable; au contraire, c'est quelque chose qui appartient à tous les peuples, à toutes les sociétés, que l'attachement aux siens. Il y avait un attachement très évident au gouvernement de M. Trudeau; depuis une dizaine d'années au Québec, il était menacé, le réflexe de défense a joué comme il jouera toujours dans ces cas-là et cela n'a rien de méprisable, au contraire.

Le Président: M. le chef de l'Opposition.

M. Ryan: Si c'est vrai que les Canadiens ont voté hier comme membres de deux nations qui ne sont pas capables de fonctionner ensemble à l'intérieur d'un même pays fédéral et que les anglophones auraient voté pour le sang et les Canadiens français pour la famille, les Québécois pour la famille, comme on nous l'a dit tantôt, comment M. le premier ministre explique-t-il que les électeurs anglophones du Québec aient presque tous voté, selon les indications qui se dégagent des résultats, pour le Parti libéral et pour M. Trudeau? De quelle nation font-ils partie, ceux-là?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Lévesque (Taillon): Cela fait plaisir de voir le chef de l'Opposition revenir à des exemples québécois, lui qui, mardi dernier, nous a servi des autorités qui étaient toutes de l'extérieur du Québec pour appuyer ses points de vue. Cela fait plaisir...

M. Ryan: Question de privilège.

M. Lévesque (Taillon): ... à l'occasion, de le voir se rapatrier dans ses arguments.

M. Levesque (Bonaventure): Question de privilège.

Le Président: M. le chef de l'Opposition.

M. Ryan: J'ai aussi cité la voix du peuple au Québec qui s'est exprimée par le truchement des dernières élections complémentaires.

Le Président: M. le premier ministre.

M. Lévesque (Taillon): On se reparlera de cet argument massue du chef de l'Opposition tout à l'heure; il s'en est servi dans le triste discours qu'il a fait pour appuyer une triste motion.

Pour ce qui est des anglophones du Québec, nous avons toujours prétendu de ce côté-ci, et ce ne sont pas les allusions sournoises de nos amis d'en face qui nous feront changer, qu'ils font partie du peuple du Québec de toute façon.

M. Biron: Question additionnelle.

Le Président: Question additionnelle, M. le chef de l'Union Nationale.

M. Biron: Question additionnelle au premier ministre. Si j'ai bien compris sa réponse à la première question, est-ce que cela veut dire que le gouvernement du Québec se refusera de jouer le jeu de la révision constitutionnelle, comme tout bon gouvernement provincial devrait le faire, malgré qu'on a un gouvernement fédéral, maintenant, qui se dit plus ouvert et prêt à revoir en profondeur la constitution canadienne? Est-ce que le gouvernement du Québec va adopter la position traditionnelle des gouvernements du Québec antérieurs, soit libéraux ou de l'Union Nationale, ou s'il se bornera à défendre tout simplement sa position souveraineté-association?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Lévesque (Taillon): M. le Président, je pense que je me trouverai à répondre au chef de l'Union Nationale là-dessus dans quelques minutes, ou enfin au moment où viendra mon tour d'intervenir sur la motion qui est devant nous depuis mardi dernier.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, question additionnelle.

Le Président: M. le chef parlementaire de l'Opposition officielle.

M. Levesque (Bonaventure): Il me semble que ce ne doit pas être aussi compliqué que cela. La question du chef de l'Union Nationale je la réitère comme question additionnelle; j'ai le droit de la réitérer, de la prendre à mon compte à ce moment-ci pour...

Le Président: À l'ordre! M. le leader parlementaire de l'Opposition officielle, je sais que

vous avez une connaissance très approfondie et même détaillée du règlement. Je n'ai pas d'objection à vous autoriser à formuler une question mais je vous rappelle les dispositions de notre règlement qui disent qu'une question de la part d'une formation politique ne doit pas se transformer en contre-interrogatoire. Comme vous et moi... Je n'ai pas d'objection à vous autoriser à formuler une question public mais je ne voudrais pas que vous en fassiez un contre-interrogatoire, M. le leader parlementaire.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, je sou mets respectueusement que si le premier ministre, en vertu du règlement, veut refuser de répondre, c'est son droit. S'il juge qu'il est d'intérêt public de ne pas répondre, s'il a peur de répondre, s'il veut continuer de semer la confusion, c'est son droit de refuser de répondre.

M. Lavoie: Qu'il le dise!

M. Levesque (Bonaventure): Mais moi je demande au premier ministre, à ce moment-ci — et je vais le faire dans mes propres mots pour ne pas faire un contre-interrogatoire comme vous dites — s'il a l'intention de modifier son attitude vis-à-vis du gouvernement central et du gouvernement des autres provinces, à la suite des événements d'hier, ou s'il va persister dans son attitude qui se veut une attitude séparatiste pour séparer le Québec du reste du Canada et, comme on l'a fait à la dernière conférence fédérale-provinciale, regarder passer le train et ramasser les miettes.

Le Président: M. le premier ministre.

M. Lévesque (Taillon): Je rappellerais à l'ex-chef de l'Opposition, leader parlementaire libéral, qu'en particulier à la dernière conférence constitutionnelle on n'a pas laissé passer le train. On a mis dans le train — il devrait s'en souvenir — toutes les attitudes, y compris celles des gouvernements dont il a fait partie, sur les revendications traditionnelles du Québec. On sait quel a été le résultat. Pour répondre un peu plus par anticipation, si on veut, au chef de l'Union Nationale, on ne connaît pas encore quelle sera l'attitude définitive. On sait à quel point les effervescences électorales et surtout une campagne qui a été menée comme celle qui vient de se terminer au niveau fédéral ne représentent pas nécessairement quelle sera l'attitude éventuelle d'un chef de gouvernement et, forcément, de surcroît, d'un chef de gouvernement minoritaire. Je crois qu'il serait pour le moins prématuré de commencer à escompter les attitudes permanentes, définitives de celui qui, aujourd'hui, prend le pouvoir à Ottawa. J'aimerais mieux attendre avant de commencer à escompter ses attitudes éventuelles.

M. Lavoie: M. le Président...

Le Président: Une dernière question sur le sujet.

M. le député de Laval.

M. Lavoie: ... j'ai suivi la réponse du premier ministre. Le premier ministre a bien répondu quant aux élections partielles, mais, à ma connaissance, il n'a pas répondu quant à la question et à la date du référendum.

Le Président: M. le premier ministre.

M. Lévesque (Taillon): Non, je n'ai pas répondu parce que je ne suis pas prêt à répondre, M. le Président.

(15 h 30)

Le Président: M. le député de D'Arcy McGee.

Révision des frontières des comtés municipaux

M. Goldbloom: M. le Président, je voudrais interroger le ministre d'État à l'aménagement sur les suites qu'il entend donner au congrès extraordinaire de l'Union des conseils de comté tenu samedi dernier et qui a attiré plus de 1200 participants. Compte tenu de la position prise par l'Union des conseils de comté presque à l'unanimité, compte tenu du fait que la Loi sur l'évaluation foncière accorde cette responsabilité aux conseils de comté existants, compte tenu du fait que le Code municipal accorde aux conseils de comté actuels une responsabilité possible en matière de gestion des déchets, le ministre a-t-il l'intention de laisser facultative l'obtention des lettres patentes en vertu de l'éventuelle loi no 125 par les conseils de comté actuels ou a-t-il l'intention de garantir dans la loi les limites de ces comtés? En corollaire, M. le Président, a-t-il l'intention de faire en sorte que la loi respectera les schémas existants, notamment celui du Conseil métropolitain du Haut-Saguenay et celui de la région aéroportuaire de Mirabel?

Le Président: M. le ministre d'État à l'aménagement.

M. Léonard: M. le Président, il y a effectivement eu samedi une réunion extraordinaire des conseils de comté au sujet de la loi 125. Je pense qu'il s'agit là d'une préoccupation légitime des conseils de comté quant à cette loi. Nous aurons remarqué que tout le monde était d'accord sur le contenu du projet de loi, qu'il se posait des questions sur le découpage du territoire. Je pense que c'est une préoccupation légitime que les comtés municipaux actuels ont quant à la révision de leurs limites géographiques. Ils ont exprimé leur point de vue, qui avait d'ailleurs été exprimé déjà à la commission parlementaire, et nous avons fait valoir, quant à nous, qu'il y avait certaines nécessités de réviser au moins un certain nombre de limites géographiques de comtés. J'ai fait une tournée à travers le Québec et j'ai eu des témoignages à ce sujet. Les comtés ont des limites géographiques qui remontent, pour les uns, jusqu'à 140 ans. Il y a eu une évolution démographique, il y a eu du développement au Québec. Je pense qu'il est important qu'on regarde ce qu'il en est quant à la délimitation géographique.

Il y a des comtés, il me semble, qui vont garder leurs frontières ou leur délimitation actuel-

le. Mais il y en a d'autres sur lesquels on devra s'attarder davantage. Nous le ferons avec l'Union des conseils de comté, avec l'Union des municipalités du Québec, avec les municipalités surtout, mais je pense qu'il faut le faire avec la population également parce que c'est une opération importante qui touche tout le monde, toute la population.

Alors si, dans ces cas, les délimitations actuelles correspondent au désir de la population, je pense que ce qu'il va en sortir, c'est que les délimitations ne changeront pas. Mais dans les cas où il y aura besoin de changements, je pense que cela se produira. Il me semble, par exemple, dans le cas du comté de Saguenay dont la délimitation part du Saguenay jusqu'à Blanc-Sablon près de Terre-Neuve, qu'on peut regarder cette délimitation géographique.

Maintenant, je pense qu'on ne peut pas émettre de lettres patentes avant qu'on ait, au moins, fait un certain examen sur ces délimitations. Voilà à peu près où nous en sommes et c'est la position que j'ai tenue à ce congrès spécial de l'Union des conseils de comté.

Par rapport à deux lois qui concernent des régions précises au Québec, comme le Conseil métropolitain du Haut-Saguenay, mon collègue, le ministre des Affaires municipales, a déjà fait des déclarations à ce sujet. Il y aura évidemment des ajustements par rapport à la situation actuelle. Il n'est pas question de tout reprendre à zéro le travail qui est déjà fait, qui a déjà été fait en ce qui concerne les schémas d'aménagement, comme il n'est pas question de reprendre à zéro le travail qui a été fait dans le cadre de SATRA dans la région de Mirabel. Nous allons en tenir compte et ajuster la situation en conséquence.

M. Goldbloom: M. le Président...

Le Président: M. le député de D'Arcy McGee.

M. Goldbloom: ... j'aimerais demander au ministre de préciser une chose. Quand il parle de réétudier et refaire les limites de certains comtés municipaux, veut-il dire pour la fonction aménagement du territoire seulement ou veut-il dire pour l'ensemble des fonctions attribuées par nos statuts aux conseils de comté?

Le Président: M. le ministre d'État à l'aménagement.

M. Léonard: La révision des comtés actuels se fait dans le cadre de la loi de l'aménagement mais je pense bien qu'il n'y aura pas deux comtés qui vont s'imbriquer l'un dans l'autre; il y aura un comté.

Le Président: M. le député de D'Arcy McGee.

M. Goldbloom: Une dernière question additionnelle, M. le Président. J'aurais voulu l'adresser au premier ministre parce qu'il y a plusieurs ministres qui sont impliqués dans la réponse. Je la

pose au ministre d'État à l'aménagement. Quand le conseil de comté sera devenu l'autorité locale, l'autorité décentralisée en matière d'aménagement du territoire, deviendra-t-il par le fait même l'autorité locale et décentralisée en matière de zonage agricole?

Le Président: M. le ministre.

M. Léonard: Le sujet dont il est question maintenant? Il s'agit de la proposition d'harmonisation. Ce sujet est actuellement sous consultation et nous en viendrons à déposer des amendements législatifs à ce sujet.

M. Gratton: Question additionnelle, M. le Président.

Le Président: M. le député de Gatineau.

M. Gratton: Pour revenir à la première question du député de D'Arcy McGee, le ministre pourrait-il clarifier de façon non équivoque s'il se rendra au désir de l'Union des conseils de comté que ce soit à la demande expresse et strictement à la demande des conseils de comté qu'on procède à des changements des limites des territoires des conseils municipaux ou si le ministre gardera, comme c'est le cas dans le projet de loi 125 présentement, toute la latitude pour imposer de nouvelles limites aux conseils de comté?

Le Président: M. le ministre délégué à l'aménagement.

M. Léonard: Nous avons dit que nous ferions le découpage territorial ou que nous reconsidérons certaines délimitations géographiques des comtés en consultation avec les municipalités du Québec.

Le Président: M. le leader parlementaire de l'Union Nationale.

Grèves rotatives dans le domaine hospitalier

M. Bellemare: Ma question s'adresse à l'honorable ministre des Affaires sociales. Le 26 avril, j'avais posé une question en Chambre à l'honorable ministre des Finances concernant les négociations en cours dans le secteur public. On m'avait donné comme réponse que tout allait bien. Le lendemain matin, le 27 avril, dans une question avec débat du vendredi matin, j'avais posé une foule de questions à l'honorable ministre des Finances concernant ces négociations en cours. On m'avait dit: Tout va bien, ne vous inquiétez pas, tout est sous contrôle, on n'a que des bonnes nouvelles. Je pense que ces bonnes nouvelles n'ont duré que la durée d'une rose. Combien faut-il être précis pour ces oreilles qui étaient si attentives hier, si inquiètes aujourd'hui! Le premier ministre n'en revient pas, il va nous donner toute une exhibition tout à l'heure.

Le Président: M. le leader parlementaire de l'Union Nationale.

M. Bellemare: Les grèves rotatives d'hier partout dans la province, est-ce que c'est un présage que cela va bien? Est-ce que le cas des 12 500 infirmiers et infirmières que regroupent le COPS et l'autre fédération a été réglé ou si c'est sur le point de se régler ou si, encore, on va nous chanter la belle chanson que tout va bien, tout est réglé et on va nous dire: Ne prenez pas d'occupation, c'est sous contrôle? On voit cela devant les hôpitaux, les grèves rotatives; qu'est-ce qui arrive? Ce sont les malades, ce sont ceux qui doivent aller à l'hôpital qui sont...

Le Président: M. le leader parlementaire de l'Union Nationale, je vous rappelle que jeudi dernier le temps qui avait été alloué à votre formation politique n'avait pas été très équitable et j'avais dit qu'aujourd'hui j'essaierais de me reprendre; pourriez-vous m'en fournir l'occasion, s'il vous plaît? M. le ministre des Finances.

M. Bellemare: J'ai remarqué que le Parti libéral développait depuis quelque temps une certaine stratégie que je vais vous demander de réprimer.

Le Président: M. le ministre des Affaires sociales.
(15 h 40)

M. Lazure: M. le Président, le député de Johnson fait allusion à des débrayages qui se déroulent depuis quelques jours dans la fédération des SPIQ, les syndicats qui regroupent environ 12 000 infirmières et infirmiers, surtout dans la région de Québec. Il faut bien comprendre que cette fédération des syndicats d'infirmières constitue environ 50% de tous les membres du Cartel des organismes des professionnels de la santé. Notre interlocuteur, à la table des négociations, entre le comité patronal de négociations des Affaires sociales et les infirmières, c'est le porte-parole du COPS, du cartel. Dans ce cartel, je le répète, il y a de toute évidence certaines divisions puisque, il y a environ une dizaine de jours, à la table de négociations, le porte-parole du cartel nous a fait une demande qui constituait pour les deux parties en cause une hypothèse de règlement. M. le Président, cette demande, nous l'avons acceptée et il semble qu'à la suite des consultations du porte-parole du cartel avec l'ensemble de ces fédérations de syndicats, il y ait des difficultés. D'une part, on retrouve environ 50% du cartel qui semble d'accord avec l'hypothèse de règlement, et environ 50% du cartel des infirmières de la Fédération des SPIQ qui ne semblent pas d'accord.

M. le Président, quant à nous, nous avons, avec le porte-parole de ce cartel important qui groupe 25 000 personnes, en toute bonne foi de part et d'autre atteint un règlement de principe et nous devons avoir aujourd'hui même la réponse finale officielle à la table de négociations à la suite des consultations du porte-parole du cartel.

Le Président: M. le leader parlementaire de l'Union Nationale.

M. Bellemare: Ma question est très simple et très courte. Est-ce que le ministre prévoit un certain règlement possible d'ici à 24 heures?

Le Président: M. le ministre des Affaires sociales.

M. Lazure: M. le Président, j'aimerais ajouter aussi que les services essentiels dans la cinquantaine d'hôpitaux qui se trouvent touchés depuis quelques jours par ces grèves rotatives sont pleinement assurés. Je pense qu'il faut que la population le sache. Quant à la question très directe du député de Johnson, à savoir quand cette grève va se régler, écoutez, je répète encore une fois que nous, du côté patronal, quand nous nous sommes laissés, il y a une semaine, le porte-parole syndical nous avait présenté une hypothèse de règlement que nous avons acceptée et qu'à toutes fins utiles cela constitue un accord de principe. Pour pouvoir répondre au député de Johnson, il faudrait d'abord obtenir la réponse officielle du porte-parole syndical.

Le Président: M. le leader parlementaire de l'Union Nationale.

M. Bellemare: Il y a 11 500 infirmiers et infirmières qui ont refusé totalement l'accord de principe du ministre.

M. Lazure: Encore une fois, je ne pense pas que la partie patronale, dans n'importe quelle négociation, doive recueillir ses données par les journaux ou par les nouvelles. Le porte-parole syndical doit nous faire un rapport officiel et c'est ce qui va se faire aujourd'hui au cours de la soirée.

Le Président: Question supplémentaire, M. le député de Saint-Laurent, après quoi je vous reconnaitrai, M. le député de Saint-Hyacinthe, après quoi je reconnaitrai M. le député de Rosemont.

M. le député de Saint-Laurent.

M. Forget: Le ministre des Affaires sociales vient de parler de services essentiels. Comment se fait-il que ce soit lui qui fasse des déclarations relativement aux services essentiels alors que la loi prévoit une commission pour maintenir les services essentiels, qui est absolument muette depuis sa création, alors que le ministre des Finances a dit récemment, lors d'une question avec débat, que c'était son rôle de se prononcer sur les listes et sur les ententes qui sont conclues dans un certain nombre de cas pour le maintien des services essentiels? Est-ce qu'il va falloir s'en remettre toujours aux déclarations du ministre ou est-ce que ce conseil du maintien des services essentiels va jouer son rôle finalement?

Le Président: M. le ministre des Affaires sociales.

M. Lazure: M. le Président, le député de Saint-Laurent voudrait ériger des barrières entre les différents ministres qui ont des responsabilités devant cette Assemblée. Il est bien évident que le ministre du Travail a la responsabilité du comité sur les services essentiels. Je vais lui passer la parole dans un instant. Je pense qu'il est normal que le ministre des Affaires sociales, comme responsable de la santé publique, en réponse à une question d'un député, fasse la mise au point et donne un état de la question. Il faut être vraiment d'une mentalité technocratique abusive pour reprocher au ministre des Affaires sociales d'être au courant de la situation dans les hôpitaux et de mettre la population au courant.

J'ajouterai un dernier élément de réponse. Dans ce Cartel des organismes professionnels de la santé, il faut savoir qu'il existe douze groupes et que nous avons, selon les renseignements qu'on a au moment où on se parle, l'accord d'environ une dizaine sur ces douze. Il se trouve que le douzième en question est puissant, il a 12 000 personnes; ce sont les infirmières et les infirmiers. Mais j'ajouterai aussi que ce ne sont pas les seules infirmières. Il y a aussi un autre groupe de 5000 infirmières dans ce cartel. Alors, je demanderais au ministre du Travail de compléter.

Le Président: Je n'ose pas dire brièvement aujourd'hui, M. le ministre du Travail, mais je le pense.

M. Johnson: J'espère, M. le Président. D'abord, je voudrais reprendre rapidement à mon compte les propos de mon collègue des Affaires sociales. Je veux dire que l'ancien ministre des Affaires sociales et député de Saint-Laurent ne devrait pas s'imaginer qu'il réussira à ériger des barrières entre le ministre des Finances, celui des Affaires sociales et celui du Travail. S'il pense faire cela, il va falloir qu'il se lève de bonne heure. Si je comprends bien, ce sont des barrières d'interruption, pour le moment, que vous avez levées.

Deuxièmement, j'aimerais simplement dire que le comité sur les services essentiels, dont le mandat est contenu aux articles 99i) et suivants du Code du travail, on se le rappellera, a comme mandat de faire état auprès du public de l'état des listes des ententes et du maintien des services essentiels. Or, le président du comité m'a avisé, il y a quelques semaines, que ce comité, qui est formé presque paritairement de représentants du monde syndical et du monde patronal des hôpitaux, essentiellement, entendait faire deux choses: d'une part, être un peu un greffier, si on veut, des services essentiels, c'est-à-dire recevoir les listes et les ententes, et pouvoir en tenir un registre clair pour qu'on sache où on s'en va de ce côté; deuxièmement, agir comme médiateur auprès des parties qui le désiraient d'un commun accord. Exemple, à tel hôpital, il y a un problème sur la liste des services essentiels concernant les soins intensifs, le comité pouvait nommer quelqu'un qui s'en occuperait.

Cependant, je suppose que ce comité, qui a

son autonomie et qui a son indépendance que voulaient tant et l'Opposition et le monde syndical et même le monde patronal des hôpitaux, entendrait l'appel du député de Saint-Laurent qui voudrait l'entendre se prononcer sur le maintien des services essentiels.

Le Président: M. le député de Saint-Hyacinthe.

Étude des dossiers relatifs aux productions animales

M. Cordeau: Merci, M. le Président. Lors de l'étude en commission parlementaire des crédits du ministre délégué à l'environnement, je lui avais souligné les retards indus apportés à l'étude des dossiers concernant les permis ou certificats requis regardant les productions animales et, en particulier, les productions porcines. Malheureusement, après plus de deux mois, nous constatons que cette situation ne s'est guère améliorée et que les cultivateurs se plaignent du manque d'efficacité de votre ministère, car des dossiers par centaines n'ont pas encore été étudiés. Devant ces faits, je demande au ministre quelles mesures il entend prendre pour remédier à cette désastreuse situation qui affecte en particulier la classe agricole et aussi tout le domaine de la construction.

Ma deuxième question: Est-ce l'intention du ministre de modifier les structures actuelles de son ministère concernant l'étude et l'émission des permis se rapportant aux productions animales et autres?

Le Président: M. le ministre délégué à l'environnement.

M. Léger: M. le Président, comme le député le sait fort bien, la production animale a augmenté à un point tel que de 250 demandes de permis annuelles que nous avions il y a trois ou quatre ans on était rendu, l'année dernière, à 2000 demandes par année et, cette année, on est rendu à 5000 demandes de nouveaux permis, ce qui amène une augmentation extraordinaire de travail pour les fonctionnaires. Devant cela, comme je l'avais promis au député de Saint-Hyacinthe, j'ai demandé au Conseil du trésor d'augmenter mon enveloppe de fonctionnaires pour répondre à la demande. J'ai eu, il y a environ trois semaines, l'approbation pour l'engagement de 18 fonctionnaires supplémentaires directement appliqués pour donner une réponse à ces dossiers.

(15 h 50)

La façon dont on va procéder est la suivante. Premièrement, il est important d'accélérer l'acceptation des permis pour les demandes qui sont faites en conformité avec les normes. En première étape, nous allons accélérer ceux dont la demande est bien présentée. Les cas qui demanderaient certaines applications nouvelles ou certains renseignements supplémentaires seront traités par la suite. Finalement, pour ceux qui ne sont pas conformes aux normes, avant d'être refusés com-

plètement par une administration centrale, nous avons convenu avec l'UPA de la formation des comités régionaux qui pourraient trouver des solutions, avec l'approbation de représentants de l'UPA, et peut-être de l'Agriculture et de l'environnement, soit de donner en région un permis qui permettrait d'adapter une réglementation nationale à une particularité régionale. Évidemment, c'est pour les cas que nous avons au niveau du Québec. Je tiens à dire qu'on a près de 1000 dossiers actuellement aux centrales.

Pour toute autre demande qui arriverait à partir de demain, les permis seront octroyés en région grâce au personnel supplémentaire dont nous allons doter les trois grandes régions où il y a de la production animale plus dense. Nous aurons des agents de maîtrise aidés de spécialistes pour donner des permis en région sans qu'elles n'aient à venir aux centrales.

Le Président: M. le député de Rosemont.

M. Paquette: M. le Président, ma question s'adresse au ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre.

M. Fontaine: Question supplémentaire.

Le Président: M. le député de Rosemont, je vous reconnaitrai tout de suite après parce que l'Union Nationale voudrait une question additionnelle.

M. le député de Nicolet-Yamaska, une additionnelle.

M. Fontaine: Merci, M. le Président. Le ministre nous a parlé de normes, tout à l'heure, qui sont maintenant appliquées au niveau des régions. Le ministre est-il conscient que les normes qu'on applique sont un projet de règlement qui n'a jamais été adopté par le Conseil des ministres alors qu'on l'applique comme cela, sur la queue, à la va-comme-je-te-pousse, de façon tout à fait partisane quelquefois? Le ministre a-t-il l'intention de modifier ce règlement et de véritablement en faire un règlement adopté selon les normes habituelles pour que le règlement soit en vigueur?

Le Président: M. le ministre délégué à l'environnement.

M. Léger: Je demanderais au député qui vient de me poser la question de s'informer auprès de son collègue, qui semble être un peu plus au courant, de la façon dont les permis sont donnés.

M. Fontaine: Question de privilège, M. le Président.

M. Léger: Je tiens à dire que le règlement...

Le Président: M. le député de Nicolet-Yamaska, question de privilège.

M. Fontaine: Je voudrais informer le ministre

que j'ai moi-même plaidé une cause contre son ministère, la semaine passée, et que je l'ai gagnée!

M. Léger: M. le Président...

Le Président: C'était plutôt un commercial qu'une question de privilège.

M. le ministre délégué à l'environnement.

M. Garon: C'était un juge âgé.

M. Léger: Si le député a gagné sa cause, je n'irai pas en appel.

Je voudrais simplement dire que le règlement que nous avons présenté en commission parlementaire était précisément pour obtenir le point de vue de ceux qui sont concernés, aussi bien ceux qui sont dans la production animale que ceux qui en subissent les inconvénients. Il sait fort bien que la loi ordonne au ministre responsable de l'environnement de donner un permis ou de le refuser à quelqu'un qui en fait la demande, qu'il faut se baser sur des normes et des directives. Ce règlement était une base, non pas comme règlement adopté, mais un guide pour pouvoir évaluer la façon dont on doit donner le permis ou pas.

Au niveau de la région, pour répondre plus particulièrement au fond de la question formulée d'une façon un peu différente, il se peut fort bien que l'objectif à atteindre soit de permettre une production animale qui ne détériore pas l'environnement. Il se peut fort bien qu'un règlement national, qui exige une certaine limite d'épandage du purin animal, puisse ne pas convenir dans toutes les régions puisque la qualité des sols peut être différente d'une région à une autre. La solution que nous avons trouvée est ce comité, formé de représentants de l'UPA, qui peut peut-être trouver que dans certaines régions le règlement national peut être adouci. La qualité de sol, la complexité ou la différence de la région pourrait permettre d'être plus souple. C'est pour cela que l'aide de l'UPA et des représentants de l'Agriculture va certainement faciliter à beaucoup de producteurs agricoles l'obtention d'un permis qu'ils n'auraient pas eu s'il y avait uniquement des normes nationales.

Le Président: M. le député de Rosemont.

Injonctions à la Commonwealth Plywood

M. Paquette: Ma question s'adresse au ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre et concerne un des conflits de travail les plus difficiles de ces dernières années, celui de la Commonwealth Plywood.

Vous savez, M. le Président, que nous avons tenu une commission parlementaire dans cette Assemblée qui, après avoir entendu les parties, s'est terminée sur une entente signée par le patron de la Commonwealth Plywood et qui, essentiellement, avait trait aux réintégrations des syndiqués, entre autres les syndiqués de la CSN, par ordre d'ancienneté.

Or, il semble que le patron de la compagnie Commonwealth Plywood n'a pas respecté sa parole à l'extérieur de la commission parlementaire. Suite à l'action de la commission parlementaire, il n'a pas mis en application un jugement du juge Jutras, ce qui a amené la Confédération des syndicats nationaux à logger deux injonctions. M. le Président, vers la fin de la semaine dernière, ces deux injonctions ont été rejetées par le tribunal. Ma question est la suivante: Le ministre peut-il nous dire sur quelle base ces injonctions ont été rejetées? Etant donné que les deux parties sont allées en appel, le ministre pourrait-il nous dire si les délais des procédures judiciaires sont tels que cela pourrait nous mener après la période de maraudage qui aura lieu à l'automne prochain, avec le danger que le problème recommence? J'aimerais savoir quelle intervention le ministre compte faire dans ce dossier.

Le Président: M. le ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre.

M. Johnson: Brièvement, sans refaire tout l'historique très complexe de la Commonwealth Plywood, je voudrais tout simplement dire que l'entente à laquelle M. William P. Caine avait souscrit suite à la commission parlementaire, ainsi que les représentants de la CSN, était à l'effet de former un conseil d'arbitrage, par arbitre unique qui était le juge Jutras de la Cour provinciale, qui a effectivement rendu deux sentences arbitrales, et il semble que l'employeur conteste au moins une de ces deux sentences arbitrales. La compagnie a été amenée par la CSN, par le syndicat, à comparaître en Cour supérieure il y a quelque temps suite à une requête en injonction demandant à la compagnie de respecter la sentence arbitrale.

Or, les dernières informations que j'avais en date de jeudi dernier étaient qu'il y avait un vice de forme dans les procédures présentées par les procureurs de la CSN, ce qui a fait que le juge aurait pris en délibéré une requête en nullité à cause d'un vice de forme et non pas que le juge s'était prononcé au fond. D'après l'expérience générale qu'on a de ces situations, un délibéré sur une telle chose, normalement, ne dure pas très longtemps. Le tout sous réserve de compléter avec des renseignements additionnels si j'en avais au début de la semaine.

M. Biron: M. le Président.

Le Président: Fin de la période des questions.

Nous en sommes aux motions non annoncées.

M. le leader parlementaire du gouvernement, aux motions non annoncées.

Motions non annoncées

Félicitations aux Canadiens de Montréal

M. Charron: M. le Président, ce n'est peut-être pas la motion qu'on attend le plus, mais il me sem-

ble indiqué de proposer à l'Assemblée nationale de se joindre aux Montréalais et à tous les Québécois pour offrir à toute l'équipe des Canadiens de Montréal des félicitations pour la conquête de la coupe Stanley.

M. Caron: M. le Président...

Le Président: S'il y a consentement, je tiens pour acquis que la motion est adoptée.

M. Caron: M. le Président...

Le Président: Est-ce que la motion sera adoptée?

M. Caron: Oui, M. le Président...

Le Président: M. le député de Verdun, vous voulez...

M. Caron: ... est-ce que le leader du gouvernement pourrait ajouter à sa motion des félicitations à Robert Bob Gainey, qui a gagné le trophée Connie Smythe comme joueur le plus utile des séries?

M. Charron: Je le dis pour le député, c'est le no 23 du Canadien.

Le Président: Adopté.

M. Grenier: M. le Président, au nom de notre formation politique, je voudrais joindre nos félicitations pour le gros succès qu'a remporté l'équipe des Canadiens. Également, je voudrais joindre un autre nom à la motion du leader du gouvernement, celui du sénateur Serge Savard, capitaine du club.

Le Président: Motion adoptée.

Toujours aux motions non annoncées, M. le chef de l'Union Nationale.
(16 heures)

Félicitations aux élus de la Chambre des communes

M. Rodrigue Biron

M. Biron: C'est une motion non annoncée qui se lirait comme suit: "Que les membres de cette Assemblée félicitent M. Joe Clark pour son élection comme premier ministre du Canada ainsi que tous ceux et celles qui ont été élus députés à la Chambre des communes."

Le Président: Y a-t-il consentement à la présentation de la motion? Il y a consentement.

Sur la motion, M. le chef de l'Opposition.

M. Claude Ryan

M. Ryan: M. le Président, je me réjouis de cette occasion qui nous est fournie par le chef de l'Union Nationale d'exprimer des opinions et des commentaires sur l'élection très importante qui a eu lieu hier au Canada sur la scène fédérale. Nous

avons entendu tout à l'heure le premier ministre se servir du prétexte de questions qui lui étaient adressées — auxquelles, d'ailleurs, des réponses extrêmement imprécises ont été apportées — pour nous servir des commentaires et des interprétations sur le scrutin qui a eu lieu hier. Je voudrais profiter de cette motion qui est soumise à l'Assemblée pour vous livrer quelques-unes de mes propres impressions sur le scrutin d'hier.

M. Bisailon: À genoux tout le monde!

M. Ryan: Je me joins...

Une voix: La motion...

M. Ryan: La motion...

Une voix: Prenez votre temps. On a tout le temps devant nous.

M. Ryan: On n'est pas pressé.

Une voix: Allez-y.

M. Ryan: Très bien.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!
M. le chef de l'Opposition.

M. Ryan: La motion nous invite à adresser des félicitations au chef du parti qui a remporté hier une pluralité de sièges à la Chambre des communes. Respectueux de la volonté démocratiquement exprimée des électeurs, je me joins volontiers à ce vœu qui est exprimé par la motion du chef de l'Union Nationale et j'espère que toute l'Assemblée nationale en fera autant. Pour qu'aucune ambiguïté n'accompagne cette expression d'opinion à laquelle donne lieu la motion du chef de l'Union Nationale, je voudrais émettre quelques commentaires au sujet de la signification du scrutin d'hier.

Je pense que dans ceci, M. le Président, deux règles doivent nous guider. D'abord, il ne faut rien nier. Ce serait perdre son temps. Ce serait fausser la réalité. Ce serait engager nos concitoyens dans des avenues qui ne conduisent nulle part. Deuxièmement, il ne faut rien déformer. Il ne faut rien exagérer. Il ne faut rien amplifier parce que c'est une autre façon de nier la réalité ou de la contredire. Il faut plutôt essayer de comprendre. Or, dans le résultat devant lequel nous sommes placés, je pense que certaines indications se dégagent d'elles-mêmes. D'abord, c'est une élection où il y a un gagnant au plan numérique, mais, au plan politique, je pense qu'on peut dire en toute sincérité et en toute vérité qu'il n'y a pas de gagnant au sens fort du terme. D'ailleurs, nos amis d'en face comprendront très bien cette comparaison parce qu'ils s'en sont servi longtemps quand elle faisait leur affaire. Si vous comparez le pourcentage de sièges remportés par chaque parti au scrutin d'hier au pourcentage du total des voix qui a été accordé à chaque parti, vous constaterez

que les impressions superficielles de victoire qui peuvent être tirées par quelques-uns reposent sur une analyse très incomplète de la réalité.

En fait, n'oublions pas que le parti qui a remporté la pluralité des sièges hier aux dernières nouvelles n'avait pas remporté la pluralité des voix. Or, il semble que pour tout bon démocrate la pluralité des voix, surtout pour nos amis d'en face qui ont déjà fait des scandales à ce sujet, demeure quand même un critère important quand on veut savoir ce que les électeurs d'un pays ont vraiment voulu dire. Je n'ai pas les chiffres devant moi. Je me dispense de les citer. Mais tout le monde sait que les derniers chiffres disponibles indiquaient clairement que la pluralité des suffrages n'était pas allée au parti qui a remporté la pluralité des sièges.

Deuxième point, le résultat d'hier témoigne surtout de l'état incertain, confus de l'opinion publique canadienne à ce moment-ci. L'opinion publique, M. le Président, est confuse et complexe à déchiffrer, incertaine non seulement au Québec, mais également dans toutes les autres parties du Canada. Il est faux de dire ou de vouloir laisser croire que les électeurs se seraient groupés en deux catégories monolithiques absolument imperméables l'une à l'autre, absolument étrangères l'une à l'autre. Le vote est beaucoup plus subtil que cela. À mesure qu'on pourra l'analyser en profondeur, on s'en rendra compte. Pour l'instant, je pense qu'il est important de retenir que ce scrutin nous suggère à tous une leçon d'humilité en face d'une réalité que nous n'avons pas fini de sonder et de comprendre. J'espère que cette leçon sera retenue par ceux qui auront la redoutable responsabilité d'exercer le pouvoir au plan fédéral ou de remplir le rôle de porte-parole des forces d'opposition au cours des années que durera le mandat du gouvernement qui entrera en fonction bientôt.

On nous rappelait tantôt que les résultats d'hier nous remettent sous le nez l'existence de deux communautés culturelles, linguistiques ou, si l'on veut, même de deux communautés nationales différentes. D'un côté, la communauté de langue française principalement centrée au Québec, mais ayant aussi des prolongements importants dans plusieurs autres provinces. Cette communauté, nous le savons tous, a voté largement en faveur du Parti libéral non seulement au Québec, mais même dans les autres parties du Canada où elle compte des prolongements significatifs. De l'autre côté, la communauté de langue anglaise qui, dans les provinces autres que le Québec, a fortement appuyé le Parti conservateur. C'est un fait qui se dégage de l'élection. Il ne sert à rien de jouer à l'autruche devant cette réalité. Il s'agit de la comprendre et de l'interpréter de manière raisonnable et sérieuse. Je crois que ce fait contient un rappel à la fois dangereux et salutaire. Un rappel dangereux parce qu'il crée ou laisse percevoir une situation qui pourrait vite devenir explosive si elle n'est pas gérée par les autorités fédérales dans la mesure où cela relève d'elles et par les autorités provinciales dans la mesure où cela relève de

celles-ci avec une extrême prudence, avec un sens très poussé des responsabilités particulièrement graves qui incombent aux dirigeants et aux hommes politiques à ce stade difficile de l'histoire du pays. Deuxièmement, un rappel salutaire parce qu'il nous remet à l'esprit des réalités que, de part et d'autre, nous serions tentés d'oublier ou de minimiser. Je pense que c'est bon que cela nous soit rappelé aussi directement que cela l'a été hier.

Maintenant, je voudrais aussi qu'on se rende compte que le résultat d'hier traduit un verdict qu'il faut honnêtement savoir situer dans ses justes limites. Je voudrais signaler à l'attention du premier ministre et de ses collègues du gouvernement que le choix que les électeurs du Canada étaient appelés à faire hier entre le Parti libéral, le Parti conservateur et le Nouveau parti démocratique se faisait à l'intérieur du consensus canadien général auquel se rallient volontiers ces trois partis, tandis que le choix que les électeurs ont fait au Québec portait souvent sur des clivages idéologiques et politiques beaucoup plus profonds et radicaux. Je pense que tout le monde conviendra qu'entre la position constitutionnelle générale du Parti progressiste conservateur et celle que préconisent le Parti libéral du Canada et le Parti néo-démocrate les différences sont beaucoup moins substantielles, beaucoup moins fondamentales, beaucoup moins radicales que celles qui séparent la position du Parti québécois de celle des partis fédéralistes québécois. Hier, les électeurs ont eu l'occasion au Québec de faire un choix à propos de ces différences qui séparent le Parti québécois des autres partis fédéralistes québécois directement dans certains cas et indirectement dans d'autres cas. Je pense que le résultat parle par lui-même.
(16 h 10)

Quand on voudra prendre argument de cette réalité des deux communautés nationales qui est véritable, il faudra veiller à ne pas l'interpréter d'une manière abusive, à situer le résultat d'hier dans la perspective d'une juste et réaliste analyse du verdict qu'ont porté les électeurs.

Les facteurs qui ont joué dans la décision rendue hier par le peuple canadien sont multiples. Ils ne sauraient être ramenés à un seul facteur, même si cela peut faire l'affaire de certains propagandistes de tout ramener à un argument unique. Du côté du Québec, on nous a parlé tantôt d'un argument familial; on aurait donné un vote familial. Je pense que les Québécois sont capables de voter de manière plus judicieuse, plus large, plus intelligente que cela. Je pense qu'ils se sont prononcés comme les autres électeurs du Canada.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Ryan: Je crois qu'ils se sont prononcés à la lumière de critères dont ils sont les juges souverains et dans lesquels n'ont pas à s'ingérer des politiciens en mal de consolation. S'ils se sont regroupés aussi fortement et aussi éloquemment derrière un parti politique, je crois que c'est en grande partie à cause de la situation d'incertitude, d'inquiétude, d'anxiété.

Le Président: Excusez-moi, M. le chef de l'Opposition. Est-ce que je pourrais compter sur votre collaboration, s'il vous plaît, pour que le chef de l'Opposition puisse s'exprimer sans être interrompu?

M. le chef de l'Opposition.

M. Ryan: Que la situation créée par le climat d'anxiété, d'inquiétude, d'incertitude qui règne au Québec depuis l'élection du gouvernement actuel, le 15 novembre 1976, ait incité les électeurs du Québec à se regrouper de manière plus efficace et plus éloquente derrière le parti qui incarnait le mieux, à leurs yeux, l'option fédéraliste canadienne qui obtient leur préférence très fortement majoritaire, il faudrait être extrêmement naïf pour s'en étonner. Maintenant, on doit leur prêter assez d'intelligence pour considérer qu'ils se sont posé beaucoup d'autres questions également et que les critères qui ont finalement inspiré leur choix sont aussi nuancés et réalistes que ceux qui ont pu jouer dans d'autres parties du pays, malgré tout le respect que nous devons conserver pour la volonté exprimée dans d'autres provinces par des électeurs aussi souverains que ceux du Québec.

Parmi les autres facteurs qui ont pu jouer dans le reste du pays et sur lesquels il est important de s'attarder, il y a d'abord l'usure d'un gouvernement qui était au pouvoir depuis seize ans. Il faut être réaliste; je le dis en toute objectivité, sans considération de partisanerie. Ce gouvernement était au pouvoir depuis seize ans. Que dans le reste du pays, on ait pensé qu'après seize ans de politiques économiques, sociales de toutes sortes... C'est parfait, les interruptions, cela me permet de retrouver le fil. C'est parfait, M. le Président. Il n'y a pas de presse et je ne suis pas pressé. Alors qu'après seize ans d'exercice ininterrompu du pouvoir par le même parti, des électeurs des autres parties du Canada aient jugé que le moment était peut-être venu de faire un changement, je pense qu'il n'y a rien de dramatique là-dessus. Les électeurs du Québec ont pensé différemment; eux ont pensé cela; je pense que c'est leur droit le plus strict et que cela ne peut aucunement être utilisé pour signifier que rien n'est plus possible dans la voie de la collaboration à l'intérieur d'un régime fédéral de gouvernement.

Il est évident que les politiques économiques et sociales du gouvernement ont été un facteur très important. Il suffit d'avoir suivi les débats dans les journaux, à la Chambre des communes, dans les corps intermédiaires du Canada, au plan canadien autant qu'aux plans provincial et régional, pour savoir que des discussions très animées avaient été provoquées ces derniers mois par les politiques économiques et sociales du gouvernement. Que dans le reste du pays, on ait pensé qu'il fallait aller du côté d'un autre parti dont la politique générale, encore une fois, se situe à l'intérieur du grand consensus fédéral canadien, il n'y a pas lieu de s'en scandaliser et de partir en peur pour autant.

Cela crée, évidemment, une situation spéciale. Le parti qui obtient la pluralité des sièges décroche en même temps les appuis populaires. Limité

au Québec, son pourcentage de voix au Québec a diminué cette fois-ci à cause de circonstances, encore une fois, que d'autres voudront peut-être interpréter tantôt. Il a quand même obtenu entre 15% et 20% des voix, d'après ce que je peux comprendre. Il lui appartiendra de montrer au cours des prochains jours ou des prochaines semaines s'il entend être vraiment attentif à cette province qui n'aura pas au sein du groupe majoritaire à la Chambre des communes au cours des prochaines semaines et peut-être de prochains mois toute la représentation qu'on serait en droit d'attendre. Il faudra qu'il procède avec une très grande prudence et je pense que c'est un résultat qui aurait pu se produire ailleurs. C'est arrivé à d'autres époques. Vous savez, si on faisait l'historique de ce qui s'est produit dans les élections fédérales depuis 1867, on trouverait de bonnes indications.

On s'apercevrait qu'il est arrivé seulement à quelques reprises depuis 1867 que le Québec a pu sembler isolé des autres provinces par le résultat d'une élection fédérale. Cela s'était produit de mémoire d'homme en 1957. Ensuite cela s'est produit en 1972. Cela se reproduit cette fois-ci. Si vous examinez les élections de 1935, de 1940, de 1945, de 1949, de 1953 et combien d'autres, vous constaterez que le reste du pays a voté dans la même direction générale que le Québec et cela, quand on voudra tirer des conclusions absolument dramatiques du résultat qui a été donné hier, il faudra prendre la peine de faire un examen complet des résultats d'élections fédérales tenues au Canada au moins depuis le début du siècle. On s'apercevra qu'il y a eu des périodes difficiles. Il y en a eu d'autres où le vote du Québec concordait assez bien avec celui qui avait été rendu dans les autres provinces. Les quelques fois où les résultats ont été à l'image de celui d'hier, il s'est trouvé des hommes politiques, des formations politiques assez imbus du sens des responsabilités ou du sens de l'intérêt supérieur du pays pour être capables de trouver des lignes de conduite et des moyens d'action pouvant compenser les accidents de parcours créés par un système électoral qui se prête beaucoup à ce genre d'accident.

Au Québec même, M. le Président, je crois que, s'il est une leçon qui se dégage clairement du scrutin d'hier, elle consiste dans ceci: Je pense que le scrutin d'hier reflète très clairement, très éloquemment la force de l'appui donné à l'option fédéraliste canadienne par les électeurs du Québec. Nos amis d'en face, c'est assez drôle, vont faire mine de s'apitoyer aujourd'hui. C'est effrayant, le rejet du "French power", le rejet d'un premier ministre francophone. Je voudrais rappeler aujourd'hui, M. le Président, que, s'il y en a qui ont tout fait pour discréditer cet homme qui était à la tête du gouvernement fédéral depuis quelques années et qui souhaitaient sa défaite, ce sont bien nos amis d'en face. Qu'on vienne aujourd'hui verser des...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Ryan: J'ai toujours su faire la part des cho-

ses, M. le Président, je suis content qu'on évoque ceci. J'ai critiqué le premier ministre actuel du Canada à plusieurs reprises dans le passé, j'ai même pris la liberté de diverger publiquement d'opinion avec lui sur une question fondamentale en pleine campagne électorale. Je ne lui dois rien. Malgré ce que nos amis d'en face ont essayé de répandre à certains moments dans des circonstances où je n'étais pas placé pour répondre, ce ne sont pas les libéraux fédéraux qui m'ont fait élire au poste que j'occupe actuellement. Je l'ai gagné en travaillant. Qu'on vienne aujourd'hui verser des larmes de crocodile sur le sort du "French power" d'un gouvernement qui était dirigé par un homme qui aurait été rejeté par le reste du pays, franchement, qu'on ne vienne pas me faire rire. Je préfère infiniment à ce genre de réaction l'attitude très digne, très correcte et très conforme à nos meilleurs principes démocratiques qui a été adoptée hier soir à la télévision par le premier ministre du Canada quand il a vu le résultat dans son ensemble.

(16 h 20)

Moi-même, d'ailleurs, j'avais dit à la télévision... Avant que le premier ministre du Canada parle on m'avait interviewé, et je n'attends pas de connaître le résultat définitif pour exprimer une opinion parce que j'ai des principes que je peux exprimer en toute temps. J'avais dit franchement et simplement: Devant l'ampleur de l'écart qui sépare actuellement le parti ministériel sortant du principal parti d'Opposition, il me semble évident qu'il faudra un changement de gouvernement, et j'ai été très heureux d'entendre le chef du Parti libéral, le premier ministre sortant, reconnaître lui-même que l'ampleur de l'écart l'incitait, selon toutes les indications qu'il avait, à recommander à son groupe, à ses collègues du cabinet, d'ici quelques jours, de remettre leur démission, de remettre le sort du gouvernement entre les mains du gouverneur général du Canada.

S'il est une leçon par conséquent que l'on peut dégager, sans aucune espèce de doute, sans aucune espèce d'incertitude, du résultat de l'élection d'hier au Québec, résultat qui se situe dans la même ligne générale que les résultats des élections complémentaires tenues récemment dans deux circonscriptions bien connues, c'est que l'option fondamentale du parti gouvernemental en matière constitutionnelle n'est pas acceptée par la population du Québec. La population du Québec veut que ses gouvernements légitimes, que ses dirigeants politiques légitimes recherchent des améliorations, des changements aux institutions actuelles dans le respect et le maintien du lien fédéral canadien.

À moins que ceux qui ont été élus hier députés dans la province de Québec n'aient tenu des propos mensongers à la population du Québec, ou encore à moins que les électeurs du Québec ne soient pas assez intelligents pour comprendre ce qui leur a été dit, je pense qu'on doit conclure en toute honnêteté que les électeurs du Québec ont donné un appui non équivoque au parti qui incarne mieux à leurs yeux sur la scène

fédérale l'option fédéraliste canadienne. Nous-mêmes du Parti libéral du Québec avons des divergences d'opinions avec nos collègues du Parti libéral du Canada sur plusieurs points reliés à la stratégie constitutionnelle. Nous l'avons dit publiquement à maintes reprises, nous le dirons encore. Nous n'avons pas besoin d'être poussés par le gouvernement pour le faire. Nous sommes assez libres, assez responsables, assez capables de travailler par nous-mêmes pour le faire, de notre propre initiative. Mais nonobstant ces différences, qui sont légitimes en démocratie, il y a un résultat qui a été donné hier, et, comme on nous donne la chance de l'évoquer et de l'interpréter, je pense que c'est important de le faire en toute objectivité.

Je voudrais maintenant dégager quelques perspectives qui regardent plutôt l'avenir. Ce n'est pas tout de se demander ce que les gens ont voulu dire hier. C'est encore bien plus important de se demander qu'est-ce qui attend le pays — dont nous faisons toujours partie, jusqu'à nouvel ordre — au cours des mois à venir. Je pense que la tâche majeure du premier ministre élu, de celui qui sera appelé au cours des prochains jours, selon toutes les indications actuellement disponibles, la tâche de ce chef de gouvernement, à qui je réitère les félicitations respectueuses de notre parti, consistera à aménager une amorce sérieuse de participation francophone et québécoise à l'exercice des responsabilités gouvernementales à tous les échelons. J'ose souhaiter que le premier ministre élu saura s'entourer, dans toute la mesure où les contraintes légales et constitutionnelles à l'intérieur desquelles il devra agir le lui permettront, de collaborateurs québécois et francophones compétents au niveau de son cabinet.

On a parlé beaucoup de la possibilité pour M. Clark de nommer une fournée de sénateurs ou de nommer même à son cabinet des ministres qui ne seraient ni sénateurs, ni membres élus de la Chambre des communes. Je pense que nous tous, comme membres d'une assemblée parlementaire qui s'inscrit dans la grande tradition du parlementarisme britannique, nous ne pouvons qu'éprouver certaines réserves à la pensée que cette méthode pourrait être employée trop largement.

Je voudrais vous rappeler à ce sujet un événement qui s'est produit en double au milieu du siècle dernier, à une période qui devrait intéresser spécialement nos amis d'en face parce qu'à ce moment-là on fonctionnait sous le régime d'égal à égal, supposément. Vous savez ce qui s'est produit en 1841 après que le Parlement britannique eut adopté l'Acte d'Union qui obligeait les deux Canadas à envoyer un nombre égal de délégués à un Parlement commun.

Une voix: Indépendamment de la majorité de la population.

M. Ryan: C'est vrai et cela a été corrigé par la Confédération après. C'est vrai, vous avez parfaitement raison.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Ryan: Cet exemple-ci va vous intéresser, M. le Président, je pense. Le gouverneur, qui jouissait à l'époque de prérogatives administratives considérables, s'était servi de ses prérogatives pour empêcher par tous les moyens légaux et illégaux l'élection du chef du Parti libéral du Bas-Canada à l'Assemblée parlementaire. Il s'agit de Louis-Hippolyte Lafontaine. M. Baldwin, qui était le chef du Parti libéral du Haut-Canada, avait été élu dans la circonscription de Kingston. M. Baldwin avait réussi à faire élire également son père dans une circonscription de Toronto. Savez-vous ce qu'il a fait? Il s'est rendu compte qu'il était très important que le chef du Parti libéral du Bas-Canada soit présent à l'Assemblée parlementaire des deux Canadas. Il a convaincu son père de démissionner de son siège, il a réuni les dirigeants de l'association de comté qui existait déjà chez eux à ce moment-là. Une vacance s'est créée et l'association de comté a invité Louis-Hippolyte Lafontaine à venir se présenter dans la circonscription laissée vacante par le père de Baldwin. Il a été élu là.

M. Levesque (Bonaventure): À Toronto?

M. Ryan: À Toronto. Il a pu siéger au Parlement des deux Canadas à la suite de cette initiative généreuse de Baldwin. Quelques années plus tard — il y avait des hommes, à cette époque, qu'on a décriés dans certains manuels d'histoire, mais qui avaient de la grandeur et de la noblesse; on n'en parle pas assez souvent, de cela — M. Baldwin a été défait dans sa circonscription de Kingston. Je vous rappelle ce qui est arrivé. M. Lafontaine, qui dirigeait à ce moment-là toujours, le Parti libéral du Bas-Canada, a provoqué une vacance dans la circonscription de Rivière-du-Loup. Il a invité M. Baldwin à aller se présenter dans la circonscription de Rivière-du-Loup. M. Baldwin a été élu et c'est sur ces bases de collaboration véritable, de respect réciproque et même de sacrifice personnel pour le bien général qu'on a essayé d'établir une coopération efficace entre les deux communautés.

Je ne prétends pas qu'on pourrait répéter cet exemple aujourd'hui, mais il me semble souhaitable que le chef du prochain gouvernement canadien prenne tous les moyens imaginables pour essayer d'obtenir un renforcement à brève échéance de la représentation francophone et québécoise de son parti à l'intérieur du Parlement du Canada. On doit souhaiter, en même temps qu'on adresse des félicitations au chef du Parti conservateur, qu'il profite des responsabilités accrues qui lui échoiront prochainement pour entreprendre de préciser la position de son parti en matière constitutionnelle. Il nous a servi, au cours de la campagne électorale, des propos qui nous ont étonnés beaucoup, qui nous ont renversés à certains points de vue d'ailleurs, contre lesquels moi-même j'ai dû m'inscrire en faux, surtout quant

aux propos reliés à la question du droit des Québécois à l'autodétermination.

Si M. Clark voulait profiter de la période qui s'ouvre maintenant pour entreprendre de préciser résolument, clairement la position de son parti sur des questions de fond comme celle-là, il rendrait un très grand service à la cause de l'unité canadienne et de la collaboration véritable. Je souhaite qu'il fasse la même chose en matière de droits linguistiques. La position de son parti, au cours de la dernière campagne électorale, est apparue plutôt confuse, nébuleuse. En matière de droits linguistiques, il faut espérer que le grand défi qui lui échoit lui fournira l'occasion de préciser une position qui puisse être acceptable à l'ensemble des Canadiens et j'entends, au premier chef, aux Canadiens du Québec.
(16 h 30)

Je souhaite aussi que le premier ministre élu puisse s'entourer de conseillers à l'esprit large qui ont fait la preuve de leur aptitude à comprendre les problèmes du Canada tels qu'ils se posent dans chacune de ces régions, en particulier dans chacune des deux grandes communautés nationales et culturelles. Il ne m'appartient pas de mentionner des noms ou de faire des suggestions plus précises à cet égard; il me semble qu'à ce tournant historique de l'évolution de notre pays les responsabilités qui échoient au chef d'un gouvernement, qui restera minoritaire à la Chambre des communes, sont tellement graves, tellement importantes qu'il souffrira volontiers qu'on essaie de réfléchir avec lui sur les implications de la situation nouvelle.

En ce qui nous touche, nous du Québec, M. le Président, il est évident que certaines conclusions se dégagent assez nettement du scrutin d'hier. Je pense que le scrutin soulève des doutes additionnels au sujet de la représentativité du gouvernement actuel du Québec, surtout en ce qui touche sa position constitutionnelle. Le premier ministre nous faisait l'autre jour un aveu d'une candeur remarquable, à la suite de celui qu'avait fait quelques heures plus tôt le ministre démissionnaire ou pas démissionnaire — on ne le sait pas trop — d'État à la réforme électorale et parlementaire. Il nous disait: J'avoue, après deux ans et demi de pouvoir, que si nous tenions aujourd'hui notre référendum sur notre proposition constitutionnelle, cette proposition serait défaite. Je pense que ce que disait le premier ministre il y a à peine une semaine est encore bien plus clair, bien plus évident à la suite du scrutin d'hier.

C'est pourquoi je me permets d'insister pour que le premier ministre tire, entre autres, cette première conclusion du scrutin d'hier, qu'il conclue que les électeurs des circonscriptions présentement vacantes au Québec ont le droit d'être représentés dans les plus brefs délais au sein de cette Assemblée nationale, et que le Québec a le droit, à cette nouvelle occasion, d'exprimer ses préférences fondamentales que pourrait lui fournir le déclenchement d'élections complémentaires dans les deux ou trois circonscriptions dont il est question présentement.

Deuxièmement, le résultat d'hier laisse entrevoir que l'écart entre les orientations fondamentales du gouvernement québécois en matière constitutionnelle et les préférences fondamentales des Québécois semble s'accroître au lieu de s'atténuer, si l'on en juge par le pourcentage accru d'appui populaire qui a été donné au parti incarnant le mieux sur la scène fédérale les préférences fédéralistes des Québécois. Je sais qu'on peut interpréter les résultats de manière différente. Je ne prétends pas que mon interprétation doive être retenue comme la seule bonne, pas du tout. Mais je voudrais que les interprétations opposées que l'on entendra au cours des prochains jours et des prochaines semaines puissent être soumises, dans les délais les plus rapprochés, au seul jugement qui compte en définitive en démocratie: au jugement des électeurs.

C'est pourquoi je profite de la circonstance, dans le meilleur intérêt du Québec et de l'ensemble du Canada, pour presser le gouvernement actuel de tenir dans les plus brefs délais ce fameux référendum au sujet duquel une épée de Damoclès est suspendue sur la tête des Québécois depuis déjà deux ans et demi. Qu'il nous dise surtout la question sur laquelle portera le référendum pour que le fameux débat puisse commencer. On nous a annoncé que le débat allait commencer; on pensait qu'il avait commencé depuis longtemps. Qu'on nous excuse de n'avoir pas compris, On pensait que toutes ces réunions qu'a tenues le Parti québécois depuis quelques mois, au cours desquelles plusieurs ministres se sont déployés pour dire que c'était la souveraineté-association; on pensait que le discours qu'a tenu dans cette enceinte, le 10 octobre dernier — il y a déjà plus de huit mois — le premier ministre était un coup de canon dans cette campagne, on ne pensait pas que c'était un coup de feu en l'air. On pensait que toutes les conférences qu'a faites le ministre des Affaires intergouvernementales un peu partout, qui endorment les auditeurs parfois, étaient des interventions dans le cadre d'une campagne planifiée; on nous avait tellement parlé de planification de ce côté. On disait: Les choses qu'ils font font partie d'un plan d'ensemble, l'affaire est en marche. Mais là on nous a dit récemment: Ce n'est pas vrai, c'étaient des coups d'essai, c'étaient des pratiques. On va commencer bientôt, ne vous inquiétez pas, tout de suite après le 22 mai.

Nous sommes au 23 mai, M. le Président. J'espère qu'on va cesser ces tergiversations; j'espère qu'on va cesser de tourner autour du pot; j'espère qu'on va nous laisser connaître dans les plus brefs délais deux choses que nous demandons. Ce n'est pas compliqué. D'abord, laissez-nous connaître la date à laquelle aura lieu le fameux référendum pour que nous puissions aménager une action démocratique sérieuse. Si vous ne voulez pas donner la date précise, donnez-nous au moins la période. Dites-nous: Cela aura lieu... Si vous voulez que cela coïncide avec le 15 novembre 1976, c'est très bien. Nous n'avons pas d'objection. Le symbolisme ne nous fait pas peur du tout. Mais dites-nous quelque chose. Dites-nous quel-

que chose au lieu de tourner autour comme on l'a fait l'autre jour. Dites-nous des choses claires. Deuxièmement, après deux ans et demi d'exercice du pouvoir par le gouvernement, après toutes ces indications qui nous sont venues de l'opinion publique, il me semble qu'on est assez adulte, M. le Président, pour avoir le droit de connaître la question qu'on va nous poser.

Je réitère cette demande qui a été formulée tellement de fois par tellement de monde depuis quelques mois. Faites-nous connaître le cadre exact dans lequel se déroulera le débat du référendum. Dites-nous maintenant la question générale. Et là, cela devient pressant parce que savez-vous que nous commençons à recevoir de sources anonymes des questions qui circulent à l'intérieur du ministère des Affaires intergouvernementales et ce n'est pas beau à voir. Nous aimerions bien qu'on mette ces choses sur la table. Si des questions circulent, qu'on les fasse donc circuler dans le public et qu'on fasse confiance à l'instinct familial des Québécois.

M. le Président, j'achève. Nous entrons dans une période extrêmement difficile. Nous avons d'un côté un gouvernement probable à Ottawa qui n'a pas défini avec clarté sa position en matière constitutionnelle. Nous avons dans la province qui est la plus intéressée par le changement constitutionnel, même si elle n'est pas la seule à l'être, un gouvernement qui nous a dit à maintes reprises qu'il n'était pas intéressé à chercher des améliorations, des innovations dans le fonctionnement du système fédéral canadien de manière qu'il réponde mieux aux réalités de 1979. On nous l'a répété tantôt. Tout ce qu'on a fait, c'est de déposer à la table de conférence un memento des choses déjà dites avant ce gouvernement-là. Il n'a rien dit de neuf. On nous l'a dit tantôt en toutes lettres. On a répété ce qui avait été dit avant. Un gouvernement n'est pas élu pour répéter ce qui a été fait avant. Il est élu pour faire des choses nouvelles, pour innover dans les matières sur lesquelles ont achoppé les gouvernements précédents. Je profite de cette situation très spéciale créée par le scrutin d'hier pour émettre le vœu que, de la part du gouvernement québécois, on assiste à des tentatives plus sérieuses, à des démarches plus réalistes et plus sincères en vue de contribuer au renouvellement du système fédéral canadien, non pas à son renversement, non pas à sa diminution ou à sa dégradation, mais à son renouvellement et à son renforcement. Voilà la véritable volonté populaire telle que je crois pouvoir la dégager du scrutin d'hier. J'émetts le souhait, en même temps que je m'associe volontiers à la motion de félicitations au chef du Parti progressiste conservateur qui nous a été proposée, que le gouvernement actuel du Québec comprenne cette leçon qui se dégage du scrutin d'hier et nous donne le plus vite possible l'exemple d'une démarche constructive, ingénieuse, inventive, afin de faire avancer les intérêts du Québec, mais en même temps — parce qu'ils sont indissolublement liés — les intérêts de tout le pays. Merci.

Des voix: Bravo!

Le Président: Merci, M. le chef de l'Opposition.

M. le premier ministre, vous avez maintenant la parole.
(16 h 40)

M. René Lévesque

M. Lévesque (Taillon): M. le Président, pendant les dix minutes, environ, de l'intervention du chef de l'Opposition, j'ai pensé que c'était pour élever le débat — comme il aime souvent le répéter, même s'il ne pratique pas beaucoup cela — en partant d'une motion non annoncée sur l'élection fédérale d'hier et pour féliciter le nouveau chef du gouvernement. Je dois dire en passant que moi aussi, j'ai beaucoup de respect pour les résultats démocratiques, et un télégramme doit partir incessamment à l'adresse de M. Clark avec, ce qui est normal, des vœux de succès. À la suite des sages suggestions qu'a faites en cours de route le député d'Argenteuil, j'ai même envie d'ajouter une invitation au nouveau chef du gouvernement canadien, pour renforcer son aspect québécois, de demander peut-être au chef actuel de l'Opposition libérale d'entrer dans son cabinet: cela nous sauverait du temps.

Maintenant, j'ai donc pensé, M. le Président, pendant dix minutes, que le chef de l'Opposition avait simplement besoin d'un plaidoyer pro domo, une espèce de prédication, assez confuse d'ailleurs, pour étayer son jugement fédéraliste plutôt prématuré d'hier soir. Évidemment, il aura encore le temps de ravauder cette pluie de vérités premières et cette démonstration absolument indiscutable du fait qu'interpréter une élection, c'est compliqué et que cela peut prendre un certain temps.

Je retiens simplement qu'il a noté lui aussi, en prenant le mot "communautaire" plutôt que le mot "familial", que deux communautés s'étaient exprimées hier. À ce propos, je demanderais au chef de l'Opposition de ne pas fausser, chaque fois qu'il le peut, même les paroles que je viens de prononcer en cette Chambre. Je n'ai pas versé de larmes de crocodile sur le "French power". J'ai dit simplement qu'à la suite de cette polarisation il était temps, j'espère, qu'on perde l'illusion... Il y a un sentiment d'isolement et un sentiment presque de rejet dans l'ensemble de la société québécoise au point de vue politique, aujourd'hui, mais qu'au moins cela serve peut-être à dissiper une fois pour toutes cette illusion qu'on peut bâtir quelque chose qui ressemble de près ou de loin à un pouvoir québécois le moins durable en dehors du Québec.

Tout cela, je l'ai pensé pendant dix minutes. À mesure que le temps passait, de noirs soupçons ont commencé à se répandre de ce côté-ci; on m'en a fait part. Le soupçon est très simplement ceci, et c'est presque devenu une certitude: C'est que le chef de l'Opposition est déjà devenu un assez vieux politicien, assez vieux et assez ratoureux, pour se servir d'une motion non annoncée afin de noyer au maximum tout le temps qu'il reste

pour sa motion de la semaine dernière sur laquelle nos amis d'en face sont bien empêtrés, sur laquelle ils ne savent pas comment voter maintenant qu'elle a été amendée dans un sens convenable.

M. Levesque (Bonaventure): Question de règlement, M. le Président.

M. Lévesque (Taillon): En voyant le député de Bonaventure...

Le Président: M. le leader parlementaire de l'Opposition officielle, sur votre question de règlement.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président...

Une voix: C'est tout ce que vous avez à dire.

M. Levesque (Bonaventure): ... nous avons tout le temps et même tout le règlement à notre disposition. Le premier ministre devrait savoir que si nous ne restons aujourd'hui qu'aux affaires courantes et que nous n'avons pas l'occasion d'aborder les affaires du jour, nous allons simplement revenir mercredi prochain à cette motion présentée par le chef de l'Opposition. Nous aurons, à ce moment-là, M. le Président, l'occasion de répondre au premier ministre, de répondre à ceux-là qui ont voulu faire de la petite procédure avec des petits amendements...

Le Président: Très bien. M. le leader parlementaire de l'Opposition officielle, si vous me le permettez, sans m'engager et sans rendre pour autant une décision, mais pour ne pas glisser sur votre pelure, je voudrais tout simplement lire avec vous l'article 91 de notre règlement qui dit: "Un député peut présenter une motion de fond relative à des affaires d'intérêt public qui ne peut être discutée qu'au cours de deux séances consécutives du mercredi..." Or, la semaine prochaine, cela ne fera pas, autant que je sache, deux séances consécutives, M. le leader parlementaire de l'Opposition officielle.

Ceci étant dit, j'ai dit que je ne rendais pas de décision, M. le leader parlementaire de l'Opposition officielle, mais qu'à tout le moins j'avais de sérieux doutes et que je reconsidérerais la question. Je pense que vous devez partager maintenant mon doute. M. le premier ministre.

M. Levesque (Bonaventure): Sur la question de règlement.

Le Président: M. le leader de l'Opposition officielle.

M. Levesque (Bonaventure): Je voudrais, puisque vous n'avez pas rendu de décision, ajouter ceci: Lorsque vous parlez de deux séances consécutives du mercredi, vous parlez de deux séances à l'intérieur des affaires du jour. Or, si nous n'abordons pas, ai-je dit, les affaires du jour, à ce moment-là, nous ne pouvons pas être privés

de nos droits. Je le soumets bien respectueusement.

Le Président: M. le premier ministre.
M. le leader parlementaire de l'Union Nationale.

M. Bellemare: M. le Président, pour appuyer votre thèse et à cause de l'expérience que j'ai, je pense que consécutives veut dire de suite, si je comprends bien.

Le Président: Ce n'est pas le moment. De toute manière, je me pencherai sur la question.
M. le premier ministre, je vous cède la parole.

M. Lévesque (Taillon): Non, M. le Président. La motion non annoncée du chef de l'Opposition était au départ, et je crois à l'arrivée, un discours dans lequel le chef de l'Opposition en perdant son fil, Dieu le sait, à plusieurs reprises, a fait du remplissage pendant une heure. Pour donner la certitude à cette Chambre que, comme je le prévoyais, le député d'Argenteuil est capable, peut-être encore, de se défendre contre les astucieux qui l'entourent, je me contente de me joindre à la motion du chef de l'Union Nationale très simplement en offrant les meilleurs vœux de succès au nouveau chef du gouvernement canadien.

Le Président: M. le député de Brome-Missisquoi, sur la motion de félicitations.

M. Armand Russell

M. Russell: M. le Président, vous me permettez, pendant quelques minutes seulement, d'ajouter ma voix à celle du chef de l'Union Nationale pour féliciter le nouveau gouvernement élu à Ottawa. J'ai simplement quelques commentaires. Je ne suis pas un analyste comme le chef de l'Opposition. Je l'ai écouté hier soir faire quelques commentaires et je l'ai écouté encore aujourd'hui. Je voulais simplement lui faire remarquer que, lorsqu'on parle de pourcentage de votes, de pluralité des votes, il faut quand même donner justice des deux côtés. Si on voulait peut-être regarder le Québec, les conservateurs ont pris presque 20% du vote; ils sont loin d'avoir 20% de députés. Si on voulait ajouter à cela, on pourrait dire la même chose avec le NPD qui a pris un pourcentage beaucoup plus élevé que le nombre de députés qu'il a. Ceci veut dire que, lorsqu'on veut s'attacher à des chiffres, à des comparaisons, on peut leur faire dire à peu près ce qu'on veut.

Une chose qui est certaine, c'est que cette fois-ci, comme dans bien d'autres élections, il y a d'abord un fait qui existe: le parti qui a obtenu la majorité des sièges est le Parti conservateur et le chef du Parti libéral l'a admis hier soir. Il a dit qu'il serait un bon chef d'Opposition et a prononcé des paroles en ce sens. Donc, il ne faut pas s'apitoyer sur son sort. Je pense que, quand on tente d'analyser le vote pour dire les Anglais contre les Français — j'ai entendu certains commenta-

teurs — c'est drôlement décevant et je pense que c'est complètement injuste aussi. En effet, si on regarde un peu l'ensemble du passé, il y a eu les élections de 1917, je crois, où il y avait eu une vague des conservateurs dans les autres provinces et le Québec ne s'est pas séparé pour autant; il était français. Vous avez eu les élections de 1957. Ce n'était pas un vote contre un Anglais pas plus que lorsque les libéraux ont été élus en majorité dans le Québec et qu'il y avait un premier ministre qui était anglophone comme Mackenzie King qui a obtenu une immense majorité dans le Québec. Je pense que c'est charrier un peu que de tâcher de faire de l'analyse de cette façon, quand on respecte un peu l'objectivité et qu'on tente d'analyser les choses telles qu'elles sont présentées réellement, si on a suivi les campagnes.

J'écoutais d'abord à l'ouverture de la campagne le premier ministre lorsqu'il donnait les thèmes de cette campagne. On a parlé, à ce moment, de l'unité nationale, chose qu'on a fait jouer de bien des façons. Je ne sais pas, on a essayé, on tentait de faire peur aux gens, mais c'est une chose qui ne semble pas avoir marché non plus. J'étais heureux l'autre jour; lorsqu'on a fait une motion dans ce sens, je croyais que la majorité des députés dans cette Chambre se serait jointe au parti que je représente qui a fait une motion blâmant le premier ministre du Canada de vouloir rapatrier la constitution unilatéralement.

(16 h 50)

Malgré tout cela, les Canadiens français ont voté majoritairement pour lui. Donc, cela n'est pas une façon de leur faire peur. Je crois que c'est nettement au désavantage de la province de Québec de rapatrier la constitution unilatéralement sans consulter personne. On s'est servi de beaucoup d'expressions. On pourrait peut-être regarder un petit peu le vote régional. Au Québec, on a voté pour un gars de chez nous, qui était premier ministre, le chef du Parti libéral, M. Trudeau. En Alberta, il n'est pas resté de libéraux, ils ont tous voté pour un gars de chez eux. C'est normal, c'est traditionnel. Ce n'est rien pour charrier là. Je pense que la question de l'heure, si on veut réellement se placer dans un contexte sérieux, en homme d'affaires, c'est plutôt une question économique, et c'est cela qu'on devrait analyser plutôt que d'essayer de charrier et de créer de la peur chez certaines personnes qui sont un petit peu énervées actuellement sur cette question de l'unité nationale.

Je sais qu'on a pensé faire peur. Que Joe Clark, c'est un mangeur de Canadiens français. D'autres ont dit qu'il ne parlait pas tellement bien le français. Il parle aussi bien le français que Mackenzie King l'a parlé, que Pearson le parlait, et je pourrais en nommer d'autres, que Diefenbaker, oui. Il parle aussi bien que tous ceux-là. Ce n'est pas tellement nécessaire, comme l'a dit le chef du Parti libéral tout à l'heure, dans son exposé, quand on veut réellement travailler et coopérer dans l'intérêt commun des nôtres. C'est cela que j'ai souvent reproché au premier ministre canadien. Je l'ai dit dans cette Chambre et je pense

qu'à plusieurs reprises il a fait des erreurs monumentales qui étaient contre l'intérêt des siens. Malgré tout cela, on a voté majoritairement pour lui, les gens du Québec. Je ne leur en fais pas de reproche. Actuellement, on a tâché de trouver des façons de discréditer l'homme qui n'a même pas commencé à administrer encore. Il y en a qui parlent du "petit Clark", je pense qu'il a six pieds un pouce, six pieds deux pouces. Je n'ai pas hâte de rencontrer un gros premier ministre. Je pense que c'est seulement raisonnable.

Le chef du Parti conservateur a été élu hier. C'est la volonté majoritaire des électeurs. Qu'on parle de pourcentage de vote, cela veut dire quoi? On est revenu là-dessus tout à l'heure. Cela ne veut rien dire. Le vote se situe régionalement. On sait que dans la grande région de Montréal métropolitain, quand on parle des majorités de ces comtés, cela donne beaucoup de votes aux libéraux. Cela ne donne pas beaucoup de comtés. Cela représente beaucoup de pourcentage. Cela n'épeure personne d'autre que les intellectuels placés derrière cela pour tâcher d'interpréter à leur façon, pour tâcher de tracer un tableau souvent sombre, triste, pour essayer d'épeurer certaines gens. On ferait peut-être mieux de rencontrer le nouvel élu, lui qui a exprimé, au début de sa campagne et durant toute sa campagne, le désir de servir et de négocier non seulement avec le Québec, mais avec toutes les provinces. Donc, je pense que c'est une bonne occasion aujourd'hui de faire appel au gouvernement qui se dirige vers Ottawa et de rencontrer ce nouveau premier ministre qui est large d'esprit, qui est prêt à redonner des pouvoirs aux provinces qu'ont toujours réclamés les premiers ministres du Québec à partir de Maurice Duplessis, pas les autres avant, je ne parlerai pas de ceux-là, mais tout le temps. Même Jean Lesage l'a fait. Robert Bourassa l'a fait.

On a réclamé les droits des provinces. Le fait qu'il ait été élu, il a cette possibilité, cette largeur d'esprit et j'invite le gouvernement à se présenter à Ottawa et à lui offrir sa pleine et entière coopération. Je veux dire au gouvernement aujourd'hui, et j'invite le chef du Parti libéral à coopérer avec le gouvernement dans cette voie, de tâcher d'obtenir chez nous, puisqu'on veut avoir nos droits, pas des droits particuliers pour les Canadiens français, mais les droits des provinces qui vont nous donner, à nous les Canadiens français, plus de pouvoirs pour nous développer. Non pas seulement notre langue, on est capable de protéger notre langue. Je n'ai pas peur de cela. Quand on voit qu'il y a des Canadiens français qui sont rendus aux États-Unis depuis 40, 50, 60 ans et qui ont conservé leur langue, pensez-vous que j'ai peur que les Canadiens français perdent leur langue? Non. Mais économiquement, ce serait rentable, et si on peut bâtir notre économie avec nos droits et si on peut, nous-mêmes, travailler pour se développer, j'espère que celui qui est élu va coopérer dans ce sens et c'est le but de mon intervention dans cette motion.

Celui qui était là avant — malheureusement, il n'est pas revenu, la campagne est finie — préférerait

les confrontations plutôt que la négociation, et c'est ce que j'ai trouvé malheureux. C'est pour cela que j'ai dû intervenir pour le dénoncer à chaque fois que j'en ai eu la chance. Ces confrontations étaient toujours contre l'intérêt, non seulement du Québec, mais des provinces en général. Je crois que les autres provinces l'ont compris. C'est la raison principale pour laquelle ils ont voté pour un changement de gouvernement. Le résultat est là. Je sais qu'on va dire qu'il n'est pas majoritaire. J'invite peut-être les partis d'Opposition à coopérer pour garder le gouvernement. Des élections coûtent cher et ce n'est pas nécessaire. Si on a une autre élection, on va peut-être avoir la répétition de 1958; cela va donner quoi de plus? Le gouvernement actuel pourra certainement continuer à administrer, je le lui souhaite. C'est ce souhait que je voudrais transmettre du groupe que je représente au premier ministre nouvellement élu qui prendra la gouverne d'ici quelques semaines et j'invite le gouvernement à se présenter chez nos amis canadiens à Ottawa et à négocier dans le sens qu'il l'a toujours exprimé, le Parti conservateur, dans le passé.

Il faut se rappeler une chose. On a parlé de Diefenbaker, tout à l'heure, mais regardez donc l'histoire. Quel parti a donné plus au Québec si cela n'a pas été le Parti conservateur? Je sais qu'il y avait eu des amorces avec M. Saint-Laurent, ils s'étaient tirailés un peu, mais c'est le Parti conservateur qui a réellement donné.

Une voix: Ce n'était pas fort.

M. Russell: Ce n'était pas fort mais c'était mieux que rien. Ce n'étaient pas juste des petits plats de lentilles, on a donné majoritairement. Cela ne s'est pas fait seulement parce qu'il y avait un gouvernement de l'Union Nationale, cela s'est amorcé avec le gouvernement de l'Union Nationale, cela s'est continué avec les libéraux après 1960 avec Jean Lesage. Le gouvernement conservateur a donné plus au Québec que tous les autres gouvernements libéraux qui ont été là. C'est facile. Ce n'est pas si dangereux que cela un gouvernement conservateur à Ottawa. Le Parti québécois peut y aller à Ottawa, vous n'avez pas besoin d'avoir peur. Si vous ne connaissez pas le chemin, on va vous donner une carte et on va vous l'indiquer là-dessus. Si vous voulez qu'on aille négocier avec vous autres, on va y aller. On aime cela nous aussi se présenter là-bas. On va pratiquer notre anglais un peu, on va être pas mal, vous allez voir qu'on va pouvoir s'arranger ensemble. Dans l'ensemble on va pouvoir réussir quelque chose. Non pas essayer à se faire peur les uns les autres pour aller chercher un vote, pour faire peur à tout le monde. C'est ce qu'on essaie actuellement dans certains milieux. Je n'accuserai pas les libéraux de faire cela, mais tous les libéraux le font, par exemple.

M. le Président, je termine là-dessus, je m'excuse d'avoir été aussi long, mais je veux simplement joindre ma voix à celle de mon chef et du premier ministre et du chef libéral pour souhaiter au gouvernement conservateur élu le meilleur

succès possible dans cette situation critique dans laquelle il prend le pays. Ce n'est pas si drôle qu'on peut le laisser entendre. Je sais qu'on va commencer à les descendre demain, parce qu'ils ont ramassé une situation assez critique; c'est difficile et ce ne sera pas facile de remonter la côte. J'espère qu'ils auront le courage de remonter graduellement et qu'on ne leur donnera pas des coups de poing sur la tête et qu'on va travailler dans ce sens, l'Opposition aussi bien que les provinces en général au Canada.

Le Vice-Président: M. le député de Rouyn-Noranda.

M. Camil Samson

M. Samson: M. le Président, je voudrais également m'associer à la motion qui a été présentée par le chef de l'Union Nationale pour féliciter bien sincèrement M. Joe Clark qui, depuis hier soir, devient le premier ministre du Canada. Je veux également féliciter tous ceux qui, au cours de l'élection d'hier, ont été élus à la Chambre des communes. Je voudrais aussi féliciter tous les candidats qui ont participé à cette élection. Même s'ils n'ont pas tous eu la chance d'être élus, un fait demeure, c'est que leur participation a permis, une fois de plus, un exercice démocratique chez nous dans notre pays, et je pense qu'il est important que nous puissions, comme on l'a fait hier, encore à l'avenir, compter sur la possibilité de cet exercice de la démocratie.
(17 heures)

M. le Président, ces félicitations doivent s'accompagner de meilleurs vœux de bonne chance à l'endroit de celui qui, à compter de maintenant, sera le premier ministre du Canada. Ce n'est pas là une fonction facile; c'est une fonction qui exige beaucoup de celui qui détient justement ces fonctions. Je dis que nous nous devons, si nous croyons à la démocratie, d'accepter, et de bonne grâce, le résultat de cette élection qui reflète ou qui doit refléter les vœux et les désirs de la population du Canada. Il y a depuis hier soir un changement de gouvernement au Canada. Les uns en seront contents, les autres en seront moins contents, certains seront désolés, mais une chose qui demeure, c'est, à mon humble avis, qu'un changement de gouvernement n'est pas nécessairement en soi une chose catastrophique, parce que si on croit à notre système démocratique, notre système démocratique veut justement que de temps en temps il y ait un changement de gouvernement. S'il n'y en avait jamais, ce ne serait plus un système démocratique, ce serait une dictature d'une façon ou d'une autre. On est en système démocratique et je ne considère pas cela tellement catastrophique. Qu'on ait un Canada bleu avec une petite barre rouge, ce n'est pas pire que d'avoir déjà eu un Canada rouge avec une petite barre bleue, c'est la démocratie qui veut cela.

La démocratie veut aussi que quand un gouvernement est défait et qu'il aspire à reprendre le pouvoir, il améliore son approche, il améliore ses

programmes, il ait plus de souplesse. Je ne veux pas porter un jugement de valeur, je pense que ce n'est pas le temps, mais un fait demeure. Aujourd'hui, nous avons au Canada un gouvernement nouveau, minoritaire. Ce gouvernement minoritaire aura des problèmes, bien sûr, comme tous les gouvernements minoritaires ont eu des problèmes et même comme les gouvernements majoritaires en ont. Mais cela nous démontre, une fois de plus, que le jour où un gouvernement est élu — la démonstration en a été faite encore hier — c'est ce jour que le compte à rebours commence pour ce gouvernement. Cela a été le cas pour le gouvernement qui vient de passer; c'est le cas pour celui qui arrive, comme cela a été le cas pour l'actuel gouvernement du Québec. Lui aussi, son compte à rebours est commencé. Je ne peux pas vous dire, M. le Président, combien il reste de jours encore, mais j'espère qu'il n'en reste pas trop dans son cas.

Je voudrais aussi souligner que l'exercice démocratique d'hier a, une fois de plus — parce que ce n'est pas la première fois que cela arrive — mis en évidence le fait que notre système électoral, tant au Canada qu'au Québec, parce que c'est un système semblable, a de ces caprices. Hier, un parti a perdu le pouvoir avec 5% de voix de plus que celui qui vient de prendre le pouvoir. Ce n'est pas la première fois que cela arrive et si le système n'est pas changé, cela ne sera pas la dernière fois non plus. La même chose est arrivée ici, au Québec. L'actuel gouvernement du Québec a 40% des voix; l'Opposition, dans son ensemble, en a 60%. C'est arrivé en 1966 aussi, alors que le gouvernement de l'Union Nationale avait moins de voix que le Parti libéral qui venait de perdre le pouvoir. C'est arrivé à Ottawa également, en 1972 ou en 1974, alors que le Parti conservateur avait plus de voix que le Parti libéral et n'a pas pu former le gouvernement.

Est-ce qu'on doit condamner le parti qui en bénéficie le jour où il en bénéficie alors que peut-être, à une élection précédente, il en a été victime? Je dis: Non, on ne doit pas condamner le parti qui va en bénéficier, mais je dis que c'est peut-être le moment, comme cela a déjà été le moment dans le passé, d'exercer une nouvelle réflexion et de nous demander à quel moment on aura, au Canada aussi bien qu'au Québec, une réforme électorale qui tiendra compte non seulement des districts électoraux, mais qui tiendra compte également du pourcentage de voix reçu par les partis politiques pour faire en sorte qu'un gouvernement élu représente bien, et au maximum possible, ce que la population a voulu signifier à l'occasion de l'élection.

À l'occasion de l'élection d'hier, la population a signifié ses préférences particulières dans des régions particulières du Canada. Ses préférences au Québec ont été vers le Parti libéral du Canada; ses préférences dans l'Ouest ont été vers le Parti conservateur; dans une certaine partie, elles ont été vers le Nouveau parti démocratique. Ce sont des préférences régionales qui nous sont apparues assez clairement, des préférences particulières

des électeurs. Mais il y a une préférence qui a été généralisée, de tous les électeurs du Canada. Même si les électeurs du Canada ont eu des préférences particulières au Québec et d'autres préférences particulières dans l'Ouest, ils ont tous eu la même préférence, partout, envers le maintien du lien fédéral. Cela m'a semblé très clair lors du résultat des élections d'hier. Ce que la population a voulu signifier hier, c'est un vote de confiance envers le système fédéral.

Je ne veux pas dire par là que la population du Canada ne serait pas d'accord avec des modifications; c'est une autre chose. Des modifications s'imposent et des modifications devront être apportées. Mais la modification ne veut pas dire la destruction d'un système. Ce que la population a clairement indiqué hier, c'est qu'elle ne voulait pas de la destruction du système fédéral, telle que préconisée par le Parti québécois ici, au Québec, en particulier. Je pense que, même si le gouvernement ne voudra pas l'admettre, M. le Président, c'est assez clair, tout le monde le comprend: les options que le gouvernement du Parti québécois met de l'avant ont été carrément et clairement rejetées par la population du Québec, ainsi que par la population du reste du Canada.

Je voudrais également souhaiter en terminant que le nouveau premier ministre, le nouveau gouvernement, les députés qui composent cette nouvelle équipe puissent obtenir du succès dans la gouvernance des affaires du pays et également un succès particulier à l'occasion de la prochaine conférence fédérale-provinciale qu'a annoncée d'ailleurs M. Clark pour l'automne prochain, succès auquel, j'espère, le Parti québécois contribuera. J'espère sérieusement que l'actuel gouvernement du Québec profitera de la main qui est tendue par un nouveau premier ministre qui a annoncé une certaine souplesse envers les provinces, qu'il profitera de l'occasion qui lui sera donnée pour se rendre à cette conférence fédérale-provinciale dans un esprit positif, dans un esprit qui recherche des solutions qui seront viables à la fois pour les citoyens du Québec et pour nos autres concitoyens du Canada.

Je dis qu'avec un minimum de collaboration, avec un minimum de bonne foi, avec un minimum de bonne volonté, il y aura probablement moyen de se comprendre et d'en arriver à des solutions valables. Bien sûr, je ne voudrais pas d'avance poser un jugement sur la performance du nouveau gouvernement; je voudrais — et je le souhaite en terminant — que cette performance soit bonne parce qu'il y va de l'intérêt de tous les Canadiens, en général et de l'intérêt aussi des Québécois en particulier. Je souhaite que cette performance soit bonne dans le domaine constitutionnel, qu'elle soit bonne dans le domaine économique et qu'elle soit bonne dans le domaine social. Merci, M. le Président.

M. Shaw: M. le Président...

Le Vice-Président: M. le député de Pointe-Claire.

M. William Frederic Shaw

M. Shaw: Merci, M. le Président. I would like, first of all, say that I have been a conservative for 25 years who should be very pleased with the result of yesterday's election. Finally, the Conservative Party has won an election, a victory that they have not known in over 17 years. (17 h 10)

But, frankly, I am not happy with the result because, as most observers have noted, the result of this election has too much of the sign of the polarization that I have referred to on numerous occasions in this House, a phenomenon that I identified, Mr. President, in my intervention on many projects of law that have been brought before this House in which I described the three phenomena that are associated with the direction that this province has been taking over the last five years, they being exodus, they being a selected role economy and they being polarization.

I remember well, Mr. President, when Pierre Elliott Trudeau came to power and there was a genuine, a hope, or even an anxiety described as "trudeaumania" that he could act as a guiding force to close the gap that had developed between French speaking Canadians and other Canadians that really had only begun to be identified with the beginning of the quiet revolution and he represented the direction that all Canadians wanted to support and the rest of Canada committed themselves to working in this direction for this kind of improvement. It was seen in the Official Languages Act. It was seen in a program for proportionate representation in the civil service. It was seen in a clear evidence of a bilingual national policy across Canada. However, with this effort being made in the rest of Canada, not only by the federal government but by the provinces as well by expanding their services in French for their citizens in French and in French language education. These advances were directly due to the influence and the magnitude of the man Pierre Elliott Trudeau. Yet, all Canadians had this respect.

All Canadians were trying to make this effort and we heard the question asked in every meeting that was being held: What does Québec want? But while Pierre Trudeau was promoting bilingualism in Canada, Robert Bourassa introduced bill 22 and unilingualism in Québec. What is more, he so mishandled the administration of the province and he so alienated the population that the people of Québec removed his government in the last election and elected the present government. And what did they do? They expanded bill 22 with bill 101 and they introduced a new threat to Canada, sovereignty association, separation, referendum, the new jargon.

What did you expect the rest of Canada to do? While they were making this effort and this effort was being done to build Pierre Trudeau's just society, they saw the value of their dollar drop from \$1.04 to \$0.87 compared with the American

dollar. They saw signs in English being removed from streets all over the province of Québec. They saw their image throughout the world being tarnished by a government that misrepresented the reality of Canada and more than that, misrepresented the realities of Québec. And I do not have to tell you how this government is being perceived, not only in the rest of Canada and throughout the world, but within this province as well. This was seen clearly in the results of yesterday's election, an overwhelming support of the Liberal party in the province of Québec, not only by francophones but by anglophones and the ethnic community clearly as well. Every candidate with two exceptions of conservatives elected and six with Social Credit Canada being elected, every member won easily his election in this province. The tragedy is that in the rest of Canada, especially in Ontario and Western Canada, the frustration was expressed against the Liberal party and its leader who frankly did not deserve it.

That does not mean for one minute that this polarization is negative because I think, Mr. President, that the people of Canada felt that maybe a new direction was needed to bring an accommodation, maybe a new leadership, because, after ten years, Mr. Trudeau had failed to deliver.

So, the people of Canada, by a very close margin, have elected Mr. Joe Clark as the next Prime Minister of Canada. Now, we will look together at the new direction that Canada will take and all is not bad. First, we will have one of the strongest oppositions that we will ever have seen in this country. The government is removed and most of the competent people are still there, prepared to look at legislation very clearly. But we will also have new blood in the ministries of this country. The time for change had been effected and I believe that we are going in a new direction which is positive, a new direction for Canada and for the province of Québec. I think Mr. Clark will very shortly be saying: Come and help me! Come and help me, by showing that I am prepared to listen to you. Are you prepared to help me?

When he promised before the election to ensure the representation of the French-speaking community by naming prominent French Canadians from Québec to his Cabinet, this we never saw, for example, when this government was elected to represent the people of Québec and did not have a single anglophone in its presence. We did not hear any proclamations of this government saying that in order to ensure a proper representation of all people in the province of Québec, we shall invite prominent anglophones to sit in our cabinet. Never! But Mr. Clark is making this effort. Mr. Clark is also making an effort to talk so that you can hear, to make the economic interventions which could improve not only the economic future of Canada as a whole, but particularly regions which, over the last five years, have been deprived, specifically that of Québec.

So, Mr. President, I strongly support the motion of the leader of the Union Nationale Party

that we recognize the new direction that Canada is taking. We are careful to watch that it is positive but we also recognize the contribution that Pierre Elliott Trudeau has made to making this country a better place to live. I am sure that his mark is permanent and that direction is permanent because one thing without question is vital: We can never remove difference, never! We must learn to live with it with respect, with understanding, and Pierre Elliott Trudeau was trying to tell people of this direction. I hope very sincerely that he remains a significant political figure in Canada, so this direction can be continued. Thank you, Mr. President.

Le Vice-Président: Merci.

M. le chef de l'Union Nationale.

M. Biron: M. le Président, mon droit de réplique.

Le Président: M. le chef de l'Union Nationale, je vous signale que, si vous voulez intervenir, c'est pour le droit de réplique qui est un droit fondamental. Mais je crois qu'il y a d'autres intervenants.

M. Biron: C'est que le Parti libéral m'avait dit tout à l'heure qu'il n'y avait pas d'autres intervenants. C'est pour cela que je me levais pour mon droit de réplique.

M. Levesque (Bonaventure): On s'excuse.

Le Président: Je reconnais, en effet, M. le député de Gatineau.

M. Michel Gratton

M. Gratton: Merci, M. le Président. Je dirai tout simplement que le Parti libéral ne m'avait pas consulté.

Des voix: Ah, ah!

M. Gratton: M. le Président, j'aimerais profiter de cette motion du chef de l'Union Nationale pour m'associer également aux membres de cette Assemblée qui veulent, par l'adoption de cette motion, exprimer des félicitations à l'endroit du premier ministre élu du Canada, le chef du Parti conservateur du Canada, et à tous ceux qui, hier, ont été élus députés aux Communes. (17 h 20)

En particulier, j'aimerais féliciter tous les députés du Québec, tant les deux députés du Parti conservateur que les 67 du Parti libéral et, de façon toute particulière, féliciter les six membres du Parti créditiste qui ont réussi malgré les difficultés à se faire élire dans six circonscriptions du Québec.

J'aimerais rappeler que dès le début de cette campagne électorale, malgré les qualifications ou les nuances qu'a apportées le premier ministre au cours de la période des questions cet après-midi,

le fait demeure que dès le début de cette campagne électorale fédérale, le chef du gouvernement québécois, le premier ministre avait invité non seulement les militants du Parti québécois mais les Québécois en général à appuyer le Parti créditiste et son chef, M. Fabien Roy.

Or, il est manifeste que la seule et unique raison de cet appui du Parti québécois au Crédit social était de nuire, de la façon la plus simple possible, aux chances de réélection du premier ministre d'alors, M. Pierre Elliott Trudeau. En effet, le premier ministre et ses collègues savaient d'avance que M. Fabien Roy, en tant que chef du Crédit social, n'avait aucune espèce de chance d'accéder au pouvoir, surtout que le Parti créditiste n'a présenté des candidats que dans quelques circonscriptions à l'extérieur du Québec. Il était donc manifeste que la raison première de cet appui du Parti québécois était de tenter, par tous les moyens, de faire battre les libéraux à Ottawa, les libéraux du Parti libéral du Canada, en appuyant le seul chef de parti qui, au Québec, n'avait aucune chance de remporter quelque succès.

Qu'est-il arrivé hier? Si on analyse très brièvement les résultats, on se rend compte que les six députés du Crédit social qui ont été élus l'ont été en dépit et malgré l'appui que leur avait donné le premier ministre et le Parti québécois. En effet, les seuls députés du Crédit social qui ont été élus l'ont été dans des circonscriptions qui ne sont pas représentées à l'Assemblée nationale par des députés du Parti québécois. De plus, si on étudie le vote populaire, on se rend compte que malgré l'appui très ouvert du premier ministre, malgré l'appui des organisations péquistes dans plusieurs comtés, on pourra en citer quelques exemples tantôt...

M. Marcoux: Je veux rectifier un fait que vous venez de signaler. Il y a le comté de Rimouski représenté...

M. Gratton: Mme la Présidente, le député pourra intervenir...

La Vice-Présidente: À l'ordre, s'il vous plaît! La permission est-elle accordée, M. le député de Gatineau ou bien si nous demandons au député d'intervenir quand il en aura l'occasion? Un moment, s'il vous plaît!

M. le député de Gatineau.

M. Gratton: Je ne donne pas de permission au député, mais je dirai pour lui qu'en effet, dans le comté de Rimouski, il y a eu un député du Crédit social et je l'en félicite doublement d'avoir passé le feu de la rampe malgré les appuis du Parti québécois. Je disais donc que si on étudie le vote populaire, on se rend compte que les candidats du Crédit social n'ont pas augmenté le vote populaire que le parti a obtenu au Québec; au contraire, il a même décru, de façon très limitative, j'en conviens, mais cette percée que plusieurs observateurs avaient souhaitée avec le Parti québécois ne s'est sûrement pas matérialisée.

De plus, Mme la Présidente, de onze députés que le parti avait fait élire à la dernière élection, c'est neuf qu'il restait au moment de la dissolution des Chambres et il n'en est resté que six au lendemain de cette élection. Cela indique bien, à mon avis, ce que soulignait tantôt le chef de l'Opposition officielle, c'est-à-dire que les Québécois savent fort bien où se retrouvent leurs meilleurs intérêts. Il ne s'agit pas, comme le fait le Parti québécois, de parler des intérêts du Québec, de parler des intérêts du gouvernement du Québec, mais bien de parler des intérêts des Québécois. C'est cela qui importe. Hier, les Québécois ont répondu de façon très claire et de façon très nette qu'ils entendaient s'exprimer à chaque occasion. Hier, c'était l'élection fédérale. Demain, ce sera le référendum. Après-demain, ce sera l'élection provinciale. Les Québécois entendent, ils l'ont prouvé hier, dire oui au maintien du lien fédéral entre le Québec et le reste du Canada et non à tout projet pour briser ce lien.

Mme la Présidente, il est manifeste que l'attitude qu'ont adoptée les Québécois hier n'est pas nouvelle. Au cours des années, on a, de façon systématique, vu les Québécois élire au Québec des gouvernements à tendance nettement autonomiste; dans le cas de l'élection de 1976, un gouvernement même séparatiste. En même temps, Mme la Présidente, on les a vus envoyer à Ottawa des députés qui se disaient nettement fédéralistes et, à l'occasion, même à tendance centralisatrice. Cela, c'est le simple bon sens qui l'a toujours dicté aux Québécois. C'est que nous tous, nous reconnaissons que nos meilleurs intérêts, les meilleures garanties de notre bien-être, de nos libertés fondamentales se retrouvent justement dans la saine émulation qui peut exister entre deux niveaux de gouvernements différents, deux niveaux de gouvernements élus au suffrage universel, ce que permet le système fédéraliste canadien dans toute sa flexibilité.

C'est encore ce que les Québécois ont démontré hier, nonobstant les protestations qu'on a entendues de la part de certains députés du Parti québécois, à savoir qu'il s'agit presque de l'appel de la race, Mme la Présidente. Ce n'est pas de cela qu'il s'est agi hier. Il s'est agi du gros bon sens des Québécois qui, encore une fois, ont retrouvé et continueront de retrouver leurs meilleurs intérêts dans deux niveaux de gouvernements différents.

Je dis donc, en terminant, que, si le Parti québécois à cette élection-ci n'a pas fait la trouvaille du siècle en invitant ses militants et les Québécois à appuyer le Crédit social, il ne faut pas s'en surprendre, Mme la Présidente, puisque cela n'avait pas été non plus la trouvaille du siècle, à l'élection de 1972 ou de 1974, je ne sais trop, au moment où ce même Parti québécois avait invité les Québécois à s'abstenir de voter, ce que les Québécois avaient refusé de faire de façon systématique.

J'espère, en conclusion, qu'enfin le premier ministre, le Parti québécois, le gouvernement réaliseront une fois pour toutes que les Québécois sont encore assez intelligents pour savoir recon-

naître où se trouvent leurs vrais intérêts et qu'ils cesseront de proposer aux Québécois des chimères qui ne peuvent que mener à la situation que nous connaissons présentement et qui ne sont pas en mesure de répondre aux vraies aspirations des Québécois. Je demande donc au gouvernement, tout comme l'a fait le chef de l'Opposition officielle tout à l'heure, de définir de la façon la plus urgente possible ce qu'est la souveraineté-association, de nous dire à quel moment le référendum sur la question sera tenu et de nous dire maintenant quelle sera cette question qu'on soumettra à l'attention des électeurs.

(17 h 30)

En même temps, Mme la Présidente, il me semble tout à fait fondamental qu'on donne aux électeurs des comtés présentement non représentés ici à l'Assemblée nationale, en l'occurrence Prévost et Beauce-Sud, et possiblement d'autres comtés très prochainement, qu'on donne à ces électeurs l'occasion d'élire leurs représentants à l'Assemblée nationale le plus tôt possible. Il me semble que si on est transparent, si on est friand de démocratie chez ces gens d'en face, c'est le minimum qu'on puisse exiger aujourd'hui au lendemain de cette élection qu'on a connue hier, au niveau du Canada.

La Vice-Présidente: M. le député de Verchères. Ensuite, M. le député de Notre-Dame-de-Grâce.

M. Jean-Pierre Charbonneau

M. Charbonneau: Mme la Présidente, les commentaires que j'ai entendus de la part des députés de l'Opposition officielle et de l'Union Nationale m'ont rappelé un débat que j'ai eu l'occasion de faire, il y a à peu près une semaine et demie, avec le député de Saint-Laurent dans mon comté, dans une polyvalente; c'était organisé par les étudiants. C'était naturellement sur le thème de l'avenir du Canada et du Québec. L'argument principal qui était servi à ce moment, une semaine avant les élections fédérales par le député de Saint-Laurent aux étudiants, c'était de dire: "La meilleure chose qui puisse nous arriver à nous, les Québécois, c'est de jouer les Anglais les uns contre les autres." C'était l'expression utilisée par le député de Saint-Laurent. Il disait aux étudiants: "On est aussi bien d'avoir un gouvernement à Québec et, en même temps, d'avoir des députés canadiens-français à Ottawa, justement pour pouvoir utiliser la force des deux poids." Toute son argumentation, comme je l'indiquais, tournait autour du fait qu'il fallait jouer les Anglais les uns contre les autres. Quand on regarde le résultat des élections d'hier, on se rend compte, comme cela s'est déjà passé à certaines époques dans notre histoire, que, dans des moments de crise, le Canada anglais fait front commun, et que le Canada français fait également front commun. La notion et la réalité qui nous retombent dans le visage rapidement, c'est cette réalité de la dualité qui a été élaborée longuement par la commission Pépin-

Robarts, dont le président a été élu hier député libéral dans la région d'Ottawa.

Donc cette réalité de la dualité — j'écoutais le chef du Parti libéral hier à Radio-Canada, le confirmer — elle est confirmée présentement, elle avait été confirmée lors des dernières élections partielles, dont une s'était tenue dans ma région, dans la région de Saint-Hyacinthe. À ce moment, on avait remarqué une chose, c'est que les gens du Québec avaient appuyé le Parti libéral, et que les gens du Canada anglais avaient appuyé le Parti conservateur.

On pourrait épiloguer longuement sur cette réalité de la dualité, on peut essayer de diminuer la force de cette réalité en disant: Oui, mais il y a autre chose aussi, il y a le régionalisme. On regarde la minorité anglophone du Québec, elle n'a pas voté comme les autres groupes canadiens-anglais à l'extérieur du Québec. Dans le fond, il faut peut-être faire un certain nombre de constatations. Ces constatations sont toujours faites par les analystes politiques avant les élections, mais, après les élections, c'est comme si les analyses qu'on avait faites avant ne tenaient plus. C'est comme si les savantes analyses des situations et de la réalité ne tenaient plus, parce que, là, il fallait prouver autre chose, il fallait analyser les résultats en fonction d'objectifs à plus long terme, au niveau politique.

Mais quand on regarde l'analyse qu'avaient faite plusieurs personnes avant les élections, en fonction des dernières élections générales, au cours des dernières années surtout des élections partielles, on constate que c'est normal que la minorité anglophone du Québec se soit rangée du côté du Parti libéral. C'est normal parce que les anglophones vivent autour du Québec, et même s'ils ont beaucoup d'affinité avec le reste du Canada anglais, pour un certain nombre de raisons, ils percevaient d'une façon différente le Parti libéral fédéral.

On pourrait également parler des minorités. Ce qu'il est intéressant de constater, c'est, en étudiant les appuis des libéraux — j'écoutais cela tantôt en m'en venant à Québec à la radio — que les minorités autres que les minorités francophones ont, en règle générale, appuyé le Parti libéral. C'est normal, quand on sait qu'une bonne partie de ces immigrants d'origines diverses sont arrivés au pays, et surtout les gens de venue récente, sous le règne libéral; ce sont des gens qui ont connu des difficultés à l'étranger et qui perçoivent le gouvernement qui les a accueillis comme le seul gouvernement finalement capable de répondre à leurs aspirations, comme un gouvernement qui les a compris et, naturellement, qui pourrait peut-être continuer de les comprendre. Je ne porte pas de jugement sur le bien-fondé de leur raisonnement, je pense que c'est leur raisonnement.

Quant aux minorités francophones hors Québec, on constate que, curieusement, malgré leur éloignement de la patrie québécoise, ces gens-là... On parlait hier de huit comtés en Acadie où le vote des Acadiens était important. Tous ces comtés ont voté libéral. Pourquoi? Écoutez, il y a des choses historiques. Le chef du Parti libéral a fait un peu

d'histoire tantôt, on peut en faire un peu d'histoire.

Les Canadiens français ont toujours considéré, à tort ou à raison, depuis un certain nombre d'événements, que le Parti libéral, qui avait eu au moins le courage à trois époques dans son histoire de se donner un chef Canadien français, au moins correspondait plus à leurs aspirations, leur donnait un certain nombre de garanties pouvant leur laisser croire que le "French power" était quelque chose de réel et donc, qu'ils pouvaient compter sur cet appui, alors que le Parti conservateur, dans toute son histoire, n'a jamais osé, à aucune occasion, se donner un chef Canadien français.

Un autre élément entre en ligne de compte. L'ancien premier ministre du Québec, M. Bourassa, participait à une table ronde, il y a deux jours à Radio-Canada, et disait, lui et d'autres commentateurs de la scène politique, que cette élection-ci était une espèce d'élection présidentielle. On a fait porter l'élection sur la personnalité des chefs. Cela fausse peut-être un peu le régime parlementaire britannique qu'on a actuellement, mais la réalité est la suivante. C'étaient, d'une certaine façon, des présidentielles. Les personnalités, les grands leaders étaient les personnes cibles de cette élection. On constate qu'effectivement c'est comme cela que les Canadiens français, entre autres, ont perçu cette élection. Ils ont dit: D'une part, on a un parti qui, au moins à trois reprises dans son histoire, s'est donné un chef de chez nous. Ce chef, qui est là depuis une dizaine d'années, si on le compare objectivement...

M. Ryan, le député d'Argenteuil, nous reprochait de sous-estimer les électeurs québécois. Au contraire, je pense qu'on ne les sous-estime pas car les Québécois qui analysent objectivement, qui analysaient objectivement la personnalité des leaders politiques se sont bien rendu compte que le leader qui venait du Québec, qu'on l'aime ou qu'on ne l'aime pas, avait une personnalité qui sortait des rangs. On a combattu les idées de cet homme, on n'a jamais combattu l'homme en cause. Les gens de chez nous, de nos comtés, et même les gens de notre peuple, à l'extérieur de notre territoire, les Acadiens, les francophones du Manitoba, les Franco-Ontariens ont raisonné de la même façon.

On pourrait essayer de voir toutes sortes d'autres analyses, mais la réalité fondamentale, la première qui ressortait du rapport de la Commission Pépin-Robarts, c'est-à-dire la dualité, est là devant nous étalée d'une façon plus explicite qu'elle ne l'a peut-être jamais été. Cela prouve, contrairement à ce que le député de Saint-Laurent disait aux étudiants de Beloeil il y a deux semaines, que le Canada anglais peut gouverner sans le Québec. Cela prouve aussi qu'à certaines époques on a beau penser qu'on peut jouer les Anglais les uns contre les autres, comme le disait le député de Saint-Laurent, eux ne sont pas naïfs, ils se rendent compte qu'à certains moments ils ne se laisseront pas avoir dans cette stratégie québécoise ou canadienne-française de vouloir jouer les provin-

ces anglaises les unes contre les autres. Ils ont très bien vu le piège. Dans les moments cruciaux de notre histoire, ils ne se sont jamais fait embarquer par cette attitude qu'essayait d'exposer le député de Saint-Laurent à des étudiants de mon comté, la semaine dernière, sans grand succès d'ailleurs.

L'autre réalité qui ressortait du rapport de la Commission Pépin-Robarts, c'était quoi? On parlait de dualité, on parlait aussi de régionalisme. Dans l'analyse politique qu'on peut faire des élections d'hier... Je pense que le député de Mégantic-Compton ou son collègue de l'Union Nationale, le député de Brome-Missisquoi, parlait de la réalité régionale, quand il analysait le vote. Effectivement, il n'est pas le seul. Ceux qui ont écouté à la télévision l'analyse du scrutin d'hier ont vu de nombreux commentateurs parler de cette dimension régionale. Je me rappelle, pour ceux qui ont écouté Radio-Canada, qu'un commentateur qui venait de la Colombie-Britannique l'a prise comme dada pendant toute la soirée. Pour lui, c'était une élection qui prouvait la dimension régionale du Canada. Et il n'avait pas tort.

(17 h 40)

Effectivement, le Canada anglais a des approches différentes selon ses régions. Il se trouve que la dualité dont on parle, une de ses deux dimensions se retrouve concentrée globalement dans une des cinq régions. On constate, avec l'analyse du vote et le résultat, que cette région non seulement a voté d'une façon régionale, comme les autres, mais elle a en plus voté d'une façon nationale comme l'ensemble des quatre autres régions qui ont quelque chose en commun parce qu'elles regroupent finalement l'ensemble du peuple canadien-anglais. Dans ce sens, je pense que l'élection d'hier confirme l'analyse de la réalité humaine qui est la réalité fondamentale en politique — on ne parle pas des structures avant de parler du monde en vie — qu'a faite la commission Pépin-Robarts; d'abord, une réalité d'une dualité et, après, une réalité d'un régionalisme à l'intérieur de ce pays.

On pourrait l'analyser de toutes sortes de façons et cela va être intéressant dans les prochains jours de voir comment l'ancien coprésident de cette commission Pépin-Robarts, maintenant député, va analyser ces élections en fonction de son propre rapport. Cela va être intéressant. D'autant plus que plusieurs membres de cette commission Pépin-Robarts ont dit que, sur le fond, sur l'analyse de la réalité, ils s'entendent avec nous. Je pense que c'est important. Je pourrais également ajouter ceci, surtout en réponse au député de Gatineau et à d'autres qui ont essayé d'interpréter le résultat d'hier comme un vote fédéraliste, un vote non pas uniquement sur les personnalités mais sur le fond.

Faisons une hypothèse. On peut être en désaccord en disant que seulement les personnalités et la dimension de l'ethnicité ou la culture ont joué. Mais faisons l'hypothèse qu'effectivement une partie des gens ont voté sur le fond. Qu'est-ce

qu'on constate? On constate que les Québécois ne veulent pas de brisure, que les Québécois ne sont pas séparatistes. Ce n'est pas nécessairement contradictoire avec notre approche. J'ai déjà eu l'occasion d'intervenir sur cette question à quelques reprises, en Chambre, et j'ai indiqué, contrairement à ce que nos adversaires veulent faire croire, qu'on n'est pas séparatistes et que les Québécois, viscéralement, ne veulent pas de brisure, de séparation. C'est dans la pensée traditionnelle de beaucoup d'indépendantistes québécois, pas depuis uniquement 20 ans.

Le député d'Argenteuil, nouveau chef du Parti libéral, faisait de l'histoire tantôt. On pourrait rappeler que le chef du Parti libéral, en 1865, celui qui négociait l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, Antoine-Aimé Dorion — à l'époque, on n'appelait pas cela le Parti libéral, on appelait cela le parti rouge — devait combattre à ce moment-là un conservateur qui était Georges-Étienne Cartier, qui était allié avec un autre conservateur qui était John Macdonald. Il essayait de convaincre les gens que le danger de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, c'était que cela ne donnait pas aux Québécois ce qu'ils voulaient. Les Québécois voulaient avoir une union avec le peuple avec lequel ils étaient voisins mais voulaient en même temps être maîtres chez eux, de leurs affaires les plus importantes. C'est pour cela qu'Antoine-Aimé Dorion — vous relirez les documents de l'histoire et les débats ici, en cette Chambre, dans l'Assemblée du Bas-Canada — parlait de confédération réelle, comme on en parlait à ce moment-là en Suisse.

Le problème, c'est que, ni en Suisse, ni au Canada on n'a eu une confédération réelle, on n'a eu un système fédéral avec un pouvoir central entre les mains de l'autre peuple parce que — qu'est-ce que vous voulez — on était 33% de Canadiens français. On est 26% aujourd'hui et, dans 20 ans, on sera 24% à travers le Canada. Ne nous faisons pas d'illusions. Le pouvoir québécois ou canadien-français, à Ottawa, ce sera toujours un pouvoir minoritaire. C'est ce qu'avait compris Antoine-Aimé Dorion, à ce moment-là chef du Parti libéral. Il savait que les siens, que notre peuple, ce n'est pas un peuple de séparatistes. Ce n'est pas un peuple qui veut s'isoler. Ce n'est pas un peuple qui veut briser ses liens avec les autres, surtout avec son principal voisin avec lequel, de toute façon, il est "poigné" pour vivre, sur un bout de terre entre deux océans. Si on veut interpréter le vote d'hier comme un vote antiséparatiste, moi, je suis d'accord et je pense que la plupart des députés de ce côté-ci de cette Chambre sont d'accord. Les Québécois ne sont pas séparatistes, ce que vous voulez dire, vous autres, par exemple.

Des voix: Ah!

M. Charbonneau: C'est là où je pense qu'il est intéressant de revenir à l'origine. Quand je vous parlais d'Antoine-Aimé Dorion et de sa proposition de 1865, quand on regarde ce que le Parti québécois propose, c'est exactement ce qu'Antoi-

ne-Aimé Dorion, chef du Parti libéral en 1865, proposait aux Québécois. Il avait demandé un référendum. On le lui a refusé, parce qu'on savait très bien que c'est ce que les Québécois voulaient. Ils voulaient à la fois rester unis avec leurs voisins, conserver l'union économique et, si possible, la renforcer, mais, en même temps, ils voulaient être maîtres chez eux. Ils voulaient que leur Parlement où les députés de leur nationalité sont majoritaires — celui-ci — soit le seul en définitive qui puisse lever des impôts et faire des lois sur ce territoire-ci. C'est ce que voulait le Parti libéral en 1865.

Contrairement à ce que nos adversaires prétendent, ce qu'on propose, ce n'est pas la séparation. C'est de revenir à ce que le Parti libéral, en 1865, quand il se battait contre le Parti conservateur, proposait. C'est exactement ce qu'on veut. Je pense donc, M. le Président, que le résultat d'hier est un résultat nationaliste dans les deux cas, comme les dernières élections partielles, il y a quelques mois. Comme je vous le signalais, une de ces élections touchait une partie de mon comté et celui qui a été élu et celui que j'avais d'ailleurs défait aux élections provinciales de 1976. Un vote nationaliste. Bien sûr, pour le Canada anglais, ce vote nationaliste s'est traduit par une réalité régionale parce qu'il se trouve que ce peuple est réparti sur un territoire beaucoup plus grand que le nôtre et, inévitablement, malgré les liens qu'il peut y avoir, la communauté de pensée et de culture qu'il peut y avoir entre les gens d'Halifax, les gens de Vancouver, les gens des Prairies, les gens de l'Ontario, il y a malgré tout des différences régionales. Le simple bon sens le fait voir aux gens quand on regarde la réalité géographique. Le régionalisme est d'abord une dimension géographique. Quand vous avez un grand territoire, vous avez inévitablement du régionalisme. Il y en a au Québec, du régionalisme. Je pense qu'il n'y a pas un député dans cette Chambre qui va essayer de prétendre que les Canadiens français de la Gaspésie sont pareils aux Canadiens français du Saguenay-Lac-Saint-Jean, de Hull-Ottawa, de la région sud de Montréal ou du Nord-Ouest québécois. Il y a des différences régionales ici au Québec. Imaginez-vous, à l'intérieur du Canada anglais, ces différences régionales multipliées par un territoire beaucoup plus grand que celui du Québec. Cela s'est traduit par quoi? Par une volonté nationaliste des Canadiens anglais de se donner d'abord un des leurs comme chef, un des leurs parce qu'ils savent très bien que le gouvernement central, c'est leur premier gouvernement.

On n'a qu'à prendre les sondages d'il y a environ un mois et demi de Radio-Canada confirmés par d'autres sondages qui démontraient quoi? Qui démontraient que, pour les Canadiens anglais, leur premier gouvernement, c'est Ottawa et que, pour les Canadiens français, québécois, fédéralistes ou indépendantistes, c'était Québec. Qu'est-ce que cela veut dire? Cela veut dire que les Canadiens anglais, depuis onze ans, voyaient à la tête de leur gouvernement national un Québécois, un Canadien français, et qu'ils trouvaient que cela était assez et qu'ils voulaient avoir un des leurs.

Comme il y a une dimension régionale, même si ces gens-là s'entendent sur des choses fondamentales, on a vu que, dans certaines régions, on a voté plus en faveur du Nouveau parti démocratique que dans d'autres régions. On a essayé finalement de témoigner de notre volonté de changement, de vouloir avoir un des nôtres — je parle du Canada anglais — à la tête du pays, à la tête de notre gouvernement national. En même temps, on ne pouvait pas faire autrement que traduire notre dimension régionale, nos différences régionales.

N'importe quel électeur québécois, canadien qui va regarder les journaux d'aujourd'hui, qui va analyser le vote, qui a regardé ce qui s'est passé pendant quatre ou cinq heures hier à la télévision, quel que soit le poste qu'il syntonisait, va se rendre compte que ce que je vous dis est vrai. Vous pourrez continuer de prétendre pendant encore des mois et des mois qu'on est des séparatistes et que l'élection d'hier prouvait que c'était un non à la séparation, on va être d'accord avec vous autres. Les Québécois ne veulent pas de brisure. Ils veulent garder l'union économique qui existe. Ils disent: Le mariage nous a servi. Le problème, c'est que, dans le mariage, il y en a un des deux qui s'est plus servi que l'autre. On ne veut pas abolir le mariage, comme je l'ai déjà dit. Il est peut-être possible de changer le contrat de mariage sans nécessairement divorcer. C'est ce que j'ai déjà dit en cette Chambre.

(17 h 50)

Le Président: M. le député de Verchères, puis-je vous rappeler que votre temps est écoulé?

M. Charbonneau: Je conclus, M. le Président. J'ai l'impression que, quand les simples députés — je termine sur cela — essaient d'expliquer des choses qui sont comprises par tout le monde, en face on n'en tient pas compte. On l'a dit depuis des mois que ce qu'on veut, ce n'est pas briser une union, c'est la transformer. Continuez de prétendre qu'on est des séparatistes, mais vous allez peut-être vous rendre compte que "Parle fort Québec" peut peut-être vouloir dire "Oui" au référendum, en même temps qu'on aura voté pour un Canadien français au Québec massivement. Il n'y a peut-être pas de contradiction, comme la plupart des analystes le disaient hier soir et le disent encore aujourd'hui.

Le Président: M. le député de Laval, je vais vous reconnaître tout de suite après puisque je tiens pour acquis que vous voulez intervenir sur la motion. Avant, toutefois, je voudrais tout de suite, pour éclairer tous les membres de l'Assemblée nationale, dire que le leader parlementaire de l'Opposition officielle tout à l'heure avait raison dans son argumentation en ce qui concerne l'interprétation qu'il faut donner à l'article 91 de notre règlement. J'ai vérifié et il y a eu une décision en juin 1977, alors qu'une motion du mercredi de M. le député de Montmagny-L'Islet avait été inscrite automatiquement au 29 juin après qu'une motion pour un débat d'urgence, le 22 juin, eut été acceptée par la présidence. En conséquen-

ce, je voudrais vous indiquer que la semaine prochaine, mercredi prochain, ce sera la motion du mercredi qui sera débattue.

D'autre part, M. le député de Laval, je voudrais vous signaler qu'à 18 heures moins une ou moins deux minutes, je me permettrai peut-être, si votre intervention n'est pas terminée à ce moment-là, de mettre un terme à votre intervention pour donner les avis à la Chambre, tel qu'il convient de le faire.

M. le député de Laval.

M. Jean-Noël Lavoie

M. Lavoie: M. le Président, mon intervention sera très courte sur cette motion qui nous est présentée d'offrir nos félicitations au nouveau premier ministre du Canada ainsi qu'aux 282, y compris le premier ministre nécessairement, députés qui ont été élus hier lors des élections générales canadiennes. Le jeu démocratique s'est joué. En ce qui me concerne personnellement, je respecte cette décision de la population dans cet exercice tout à fait démocratique de nos institutions parlementaires.

Je voudrais profiter brièvement de cette motion pour exprimer à cette Chambre la déception que j'ai eue cet après-midi. Le premier ministre du Québec, qui avait l'occasion de s'exprimer en toute liberté à la population du Québec par les moyens de la télévision, aurait pu s'exprimer pendant une heure, comme l'a d'ailleurs fait le chef du Parti libéral pendant 40 minutes, dans un débat très élargi que vous avez accepté, M. le Président, avec des balises très ouvertes. Le premier ministre avait l'occasion cet après-midi, comme l'ont fait quelques députés, de faire une analyse positive du résultat du scrutin d'hier.

À cette heure de la plus grande écoute, "prime time" comme nous disons, il aurait pu, comme a tenté de le faire le député de Verchères, dans cette période critique que le Québec connaît, que la fédération canadienne connaît, expliquer à la population sa position constitutionnelle, sa position sur la souveraineté-association. Le premier ministre du Québec aurait pu, dans l'analyse des élections fédérales, comme cela a été fait par le député d'Argenteuil, chef du Parti libéral, discuter de la politique constitutionnelle soit du premier ministre canadien défait, soit du nouveau premier ministre canadien élu.

On connaît les qualités et l'opportunisme du premier ministre pour profiter de ses qualités de communicateur. Il avait l'occasion voulue, cet après-midi, de s'adresser à la population du Québec à l'intérieur de ce débat. Il a refusé de le faire. Il s'est défilé — et pendant que je vous parle, M. le Président — comme il s'était défilé la semaine dernière sur la motion du mercredi. M. le Président, je reviens...

Le Président: M. le député, j'ai été vraiment démesurément patient pour ne pas intervenir. À l'ordre, s'il vous plaît! Je souhaitais ne pas avoir à interrompre le fil de votre discours. Vous avez vous-même dit que j'ai été très large, presque

démesurément large en ce qui concerne la pertinence de la motion de félicitations qui est à l'origine de tout ce débat. Là, en vous permettant de continuer sur une critique d'une omission, d'un manque de l'Assemblée nationale, je pense qu'on n'est plus du tout dans la pertinence du débat. Je vous demande de revenir un peu parce que je retiens votre argument à savoir que j'ai été un peu trop large.

M. Lavoie: M. le Président, j'aurais même pu en faire une question de privilège parce que je crois qu'il existe des droits dans nos institutions parlementaires. Ce Parlement a des droits. Dans nos institutions, un chef de gouvernement répond devant la Chambre et, pendant que je vous parle actuellement, le premier ministre tient une conférence de presse.

Le Président: À l'ordre! M. le député de Laval, s'il vous plaît!

M. le député de Mégantic-Compton.

M. Grenier: M. le Président, sur la question de règlement. Je voudrais attirer votre attention sur le fait que vous venez d'émettre une directive, et on reprend des pourparlers sur une motion qui avait été débattue, je me rappelle, il y a environ trois semaines par l'Union Nationale sur laquelle le chef du Parti libéral, lui et son équipe, se sont abstenus de voter. Et, immédiatement après, il était allé donner une conférence de presse de l'autre bord. Je ne vois pas pourquoi on perdrait du temps ici sur le même débat.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! Je préfère reprendre le débat de procédure là-dessus. Conformément à ce que j'avais dit tout à l'heure, M. le député de Laval, je vais devoir vous interrompre après quinze secondes pour permettre de donner les avis à la Chambre et d'ajourner la Chambre.

M. le député de Laval.

M. Lavoie: Sur cette question de règlement, brièvement. Lorsque le chef du Parti libéral a donné une conférence de presse, la semaine dernière, il n'y avait pas d'autre moyen à cette Assemblée pour s'exprimer. C'était un consentement sur un vote. M. le Président...

M. Charron: Question de privilège.

M. Lavoie: M. le Président...

M. Charron: M. le Président, question de privilège.

Le Président: M. le leader parlementaire du gouvernement sur votre question de privilège.

M. Charron: Le député de Laval vient d'induire la Chambre en erreur ainsi que tous ceux qui suivent un peu les travaux. L'occasion était effectivement fournie en Chambre, le chef libéral

n'avait qu'à donner son consentement pour débattre la motion de l'Union Nationale et il aurait pu livrer le fond de sa pensée s'il avait...

Le Président: Très bien.

M. le député de Laval, quinze secondes, s'il vous plaît, et pas sur une question de procédure, parce que je vais être obligé de vous interrompre.

M. Lavoie: J'enchaîne sur les brefs propos du leader parlementaire du gouvernement. Le premier ministre, la semaine passée, aurait pu s'exprimer sur la motion, ce qu'il a refusé de faire par stratégie partisane et stratégie politique.

M. le Président, je termine. Il n'y a plus moyen de parler.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! M. le député de Marguerite-Bourgeoys, M. le député de Bourassa, s'il vous plaît, on va terminer dans une minute.

M. le député de Laval, je vous redemande s'il vous plaît — je sais que vous connaissez bien les règlements — d'être pertinent et de tirer les conclusions. Vous aurez de toute manière l'ajournement du débat, si vous le réclamez.

M. Lavoie: Je propose, M. le Président, l'ajournement du débat.

Le Président: Très bien.

M. le leader parlementaire du gouvernement, j'indique qu'il est 17 h 59, je suppose que le débat sera repris et je vous suggère de donner les avis à la Chambre.

M. Charron: Non...

Le Président: Est-ce que la motion sera adoptée?

Des voix: Adopté.

M. Charron: Adopté.

Le Président: Adopté.
(18 heures)

M. Charron: Je ne suis pas certain que le débat sera repris. Disons plutôt que j'y penserai.

Je n'ai pas de motion de félicitations non plus à faire pour la qualité du travail accompli aujourd'hui. Je me contente donc de donner des avis pour qu'on revienne demain aux travaux réguliers de la Chambre.

Demain matin, à la salle 81-A, c'est la poursuite de l'étude des crédits du ministère du Travail et de la Main-d'Oeuvre; au salon rouge, c'est la commission des affaires sociales qui étudiera le budget de ce ministère et débutera à la salle 91-A, demain matin, l'étude des crédits du ministère des Affaires intergouvernementales.

Demain après-midi, M. le Président, immédiatement aux affaires du jour, nous entreprendrons l'étude du projet de loi no 121. L'Opposition en a déjà été avertie il y a quelques jours et je crois bien que le débat se poursuivra toute la journée.

Le Président: Comme il est 18 heures, l'Assemblée ajourne ses travaux à demain 14 heures.

M. Charron: ... décision...

Le Président: Je l'ai rendue, M. le leader parlementaire et je vous ai donné raison.

Fin de la séance à 18 h 1